

## Tu ne fais pas le poids

**L**E 5 OCTOBRE 1938, Winston Churchill, député conservateur et véritable mouche du coche, s'exprima à la Chambre des communes sur la politique étrangère du gouvernement suite aux accords de Munich et au démembrement de la Tchécoslovaquie. Depuis plusieurs années, Churchill s'impatientait de la lenteur du réarmement et s'opposait à une attitude trop conciliante envers l'Allemagne. C'était un homme exceptionnel : militaire, journaliste, historien, politicien et ministre de la Couronne. Il possédait également un grand courage physique et intellectuel et n'avait pas peur d'aller contre l'opinion la plus répandue. Les gardiens de l'orthodoxie politique avaient bien raison de le redouter dans un débat en Chambre ou dans la presse. Par ailleurs, Churchill maîtrisait à merveille la langue anglaise et était un orateur éloquent qui méprisait le nazisme et Adolf Hitler, et reprochait au gouvernement britannique d'ignorer le danger évident qui menaçait l'Europe. Ses métaphores et ses épigrammes opposaient souvent la lumière aux ténèbres, le bien au mal absolu. Ses discours rendaient fous de colère contenue les premiers ministres Stanley Baldwin et Neville Chamberlain ainsi que leurs collègues du gouvernement, ou les poussaient à le conspuer sur un ton moqueur, tandis que ses piques faisaient mouche. « Cela fait cinq ans que j'évoque ces problèmes à la Chambre, sans grand succès, déclara Churchill en mars 1938, juste après l'Anschluss. Je regarde notre île formidable descendre maladroitement et sans retenue l'escalier qui la conduit vers un gouffre ténébreux. C'est un bel escalier,

large au début, mais peu après sans moquette sur les marches. Un peu plus loin, il n'y a plus que des dalles, et un peu plus loin encore, celles-ci cèdent sous vos pieds [...]¹. »

Lorsque Churchill prit à nouveau la parole le 5 octobre 1938, il était en quelque sorte le vengeur de ce qu'il considérait comme l'honneur bafoué de la Grande-Bretagne. Churchill avait essayé, grâce à son important réseau d'informateurs, de prévenir les intentions réelles de Hitler et de durcir la volonté de son gouvernement face à l'agression nazie de septembre en Tchécoslovaquie. Vainement. En fait, Chamberlain considérait « Winston » comme n'étant rien de plus qu'un renégat que les *whips* parlementaires devaient avoir à l'œil. Après avoir entamé son discours par des formules de politesse, Churchill avertit la Chambre de son intention : « Je vais [...] commencer en disant la chose la plus impopulaire et la plus indésirable [...], ce que tout le monde voudrait oublier ou faire semblant de ne pas voir, mais qui doit néanmoins être cité, à savoir que nous avons subi une défaite cinglante et totale [...] ». Après avoir rappelé les principaux événements liés à la crise, Churchill continua son discours en ces termes : « Tout est fini. La Tchécoslovaquie muette, triste, abandonnée et brisée s'enfonce dans les ténèbres [...] ». Ensuite vint son admonition à l'endroit du gouvernement et de la Chambre :

Nos concitoyens dévoués et courageux [...] devraient savoir que nos défenses ont été singulièrement négligées et qu'elles souffrent de faiblesses ; ils devraient savoir que nous avons subi une défaite sans guerre, dont les conséquences nous accompagneront loin sur notre chemin [...], alors que tout l'équilibre de l'Europe a été bousculé, et [ils devraient savoir] que des paroles terribles ont été prononcées jusqu'à présent contre les démocraties occidentales : « Tu ne fais pas le poids. »

Finalement, il adressa son avant-dernier avertissement : « Ne croyez pas que c'est la fin. C'est seulement le commencement du jugement, la première gorgée, le premier avant-goût d'une coupe amère qui nous sera tendue année après année, à moins que dans un suprême rétablissement de notre santé morale et de notre ardeur guerrière, nous nous relevions et combattions pour la liberté comme par le passé². »

## II

Au début de 1938, à l'aube des grandes crises de la période d'avant-guerre, la situation en Europe n'aurait pu être pire. Les trois principales puissances susceptibles de dissuader ou d'arrêter l'Allemagne étaient divisées par des préjugés idéologiques et par une mauvaise perception de leurs intérêts. En France, des clivages internes profonds paralysaient le gouvernement : l'option suscitant le moins de résistance était celle qui consistait à suivre l'exemple britannique, « la ligne anglaise », et à être conciliant avec l'Allemagne. Il n'était pas difficile de deviner où cela mènerait, car l'Autriche et la Tchécoslovaquie semblaient être les cibles immédiates du gouvernement allemand. Les hauts fonctionnaires français assurèrent l'URSS que les relations franco-soviétiques demeuraient inchangées, mais Litvinov et son ambassadeur à Paris savaient à quoi s'en tenir réellement. En février, Delbos, qui était encore ministre des Affaires étrangères, se plaignit même auprès de l'ambassadeur d'URSS que la France était isolée ; mais Souritz put à peine s'empêcher de faire remarquer que le gouvernement français ne devait s'en prendre qu'à lui-même<sup>3</sup>. Qui savait ce que la politique française allait devenir, fit observer Litvinov à Coulondre ? Peu après l'Anschluss, que les gouvernements français et britannique ne purent ou ne voulurent pas arrêter, Potemkine rapporta que le premier ministre français — encore Blum, bien que son gouvernement n'en avait plus que pour un mois — était paniqué. À Londres, Vansittart ne cacha pas son « irritation » à Maiski ou plutôt sa colère face à la politique de conciliation menée par Chamberlain à l'endroit de l'Allemagne<sup>4</sup>.

Il ne faisait aucun doute que la Tchécoslovaquie serait la prochaine cible. Avec l'Autriche occupée, les Tchécoslovaques étaient encerclés à moitié par des territoires germaniques ; or seule leur frontière septentrionale était suffisamment fortifiée. La situation n'augurait rien de bon ; toutefois, la Tchécoslovaquie pouvait toujours être sauvée, si la France et l'URSS coopéraient et tenaient bon. Dans les jours qui suivirent l'Anschluss, ces dernières réaffirmèrent publiquement leur engagement à soutenir la Tchécoslovaquie. Litvinov proposa une conférence multilatérale pour débattre des mesures de sécurité en vue de préserver la paix. Mais le gouvernement soviétique doutait de la détermination de la France

à honorer ses engagements. Les Tchécoslovaques étaient tout aussi sceptiques : la France ne bougerait pas sans la Grande-Bretagne, fit remarquer Štefan Osuský, ministre tchécoslovaque à Paris ; or la Grande-Bretagne n'envisageait pas de bouger d'un pouce en Europe orientale et centrale<sup>5</sup>.

Le 14 mars, Churchill réitéra à la Chambre des communes son appel pour la formation d'une « grande alliance » regroupant la Grande-Bretagne, la France et les États de l'Europe orientale. S'il ne fit pas mention de l'URSS, celle-ci n'était pas loin dans son esprit. Il rencontra Maiski quelques jours plus tard, et lui fit part de ses intentions. Mais tout d'abord, il lui reprocha les horreurs des purges : « Expliquez-moi, s'il vous plaît, lui dit-il, ce qui se passe dans votre pays. » Que pouvait bien répondre Maiski ? Que la révolution avait perdu la tête, dévorant ses leaders ou que l'URSS était pleine de traîtres ? À la place, il offrit une diatribe contre Léon Trotski, l'ennemi juré de Staline (en exil) et le « génie du mal de la Russie », selon Churchill. Ce dernier sembla assez content d'accepter les explications de l'ambassadeur, ayant déjà croisé le fer avec Trotski durant la Révolution russe, lorsque ce dernier était commissaire à la Guerre et chassa les Britanniques de Russie. À ce sujet, il est intéressant de noter que, par une certaine ironie du sort, Trotski défendait aussi l'idée d'un « front uni » contre Hitler. Les anciens adversaires se ressemblaient beaucoup par d'autres côtés. Ils étaient tous les deux des hommes courageux, sans peur face à la guerre ou à la politique ; tous deux étaient des renégats, insoumis dans la défaite. Bien que Churchill ne l'aurait jamais admis, lui et Trotski auraient pu être de formidables alliés contre le nazisme.

Churchill ne resta pas longtemps éloigné de sa préoccupation majeure : « Je déteste l'Allemagne nazie et j'œuvre constamment pour la création d'une "grande alliance". » Pour cela, « nous avons désespérément besoin d'une Russie puissante [...], mais, en raison des événements récents, elle a cessé d'être un facteur déterminant de la politique internationale ». Puis Churchill se répandit en compliments sur l'accroissement de l'armement soviétique en des termes qu'il n'aurait pas utilisés à la Chambre des communes (malgré l'embellissement auquel Maiski s'est peut-être livré dans ses dépêches)<sup>6</sup>.

En tout cas, Churchill revint rapidement de son découragement lié aux purges. Il n'avait d'ailleurs pas le choix, car, comme il l'avait dit à

Maiski, sans l'URSS, pas de grande alliance. Il continua également à conseiller la prudence au gouvernement soviétique. Si la politique de ce dernier était trop agressive, cela provoquerait « une explosion de sentiments anticomunistes » et renforcerait les obstacles à la création d'une alliance<sup>7</sup>.

Chamberlain ne voulut rien savoir de la grande alliance de Churchill et le Foreign Office rejeta aussitôt l'appel de Litvinov pour une conférence internationale. Les soupçons tchécoslovaques sur l'indifférence de Chamberlain face à l'expansion allemande vers l'est étaient confirmés. « On n'a qu'à regarder la carte, écrivit Chamberlain à sa sœur Ida, pour se rendre compte que rien de ce que la France ou nous-mêmes pourrions faire ne permettrait à la Tchécoslovaquie d'éviter de se faire envahir par les Allemands s'ils le désirent. » Bien que Churchill n'eût pas mentionné l'URSS, Chamberlain savait que le renégat l'avait en tête. « La Russie est loin d'ici », sans aucune frontière commune avec l'Allemagne ou la Tchécoslovaquie. Les Russes tirent « furtivement et avec ruse toutes les ficelles en coulisses pour nous impliquer dans un conflit avec l'Allemagne [...] »<sup>8</sup>. L'attitude de Chamberlain envers « les Russes » était répandue parmi les conservateurs en Grande-Bretagne et en France, ce qui signifiait que le gouvernement soviétique devait marcher sur un fil ténu — mais jamais assez ténu pour la droite franco-britannique. Si l'URSS était trop agressive, les idéologues criaient qu'elle était « belliciste », tentant d'entraîner l'Europe dans la guerre et la révolution communiste ; si elle était trop distante, ces mêmes idéologues prétendaient que les « Soviètes » bluffaient et n'étaient pas fiables. Ce n'était pas pour rien que Churchill avait conseillé la prudence au gouvernement soviétique.

Contrairement à Churchill, Chamberlain ne pensait pas que la présence de l'URSS fût indispensable à une coalition antinazie. Sir Horace Wilson, principal conseiller de Chamberlain, déclara même à Maiski que le premier ministre, tout en étant moins « antisoviétique » que son prédécesseur Baldwin, ne croyait pas que les relations anglo-soviétiques fussent « pressantes ou importantes sur le plan pratique ». Par conséquent, il ne leur accordait qu'un intérêt limité et se contentait de les laisser dériver. D'après Wilson, Chamberlain s'était fixé comme tâche principale « l'apaisement de l'Europe », grâce à des accords avec l'Allemagne et l'Italie. Le premier ministre s'attendait tout à fait à l'expansion allemande

en Europe centrale et dans le sud-est de l'Europe, et même à une possible « absorption (sous une forme ou une autre) » des petits États du centre et des Balkans ». Mais il pensait que c'était « un moindre mal qu'une guerre avec l'Allemagne<sup>9</sup> ».

Chamberlain fut un acteur majeur dans cette histoire, et son nom reste impliqué dans la politique d'*appeasement* franco-britannique à l'égard de l'Allemagne. D'apparence décharnée et allant sur ses soixante-dix ans au commencement de la crise de Munich, il avait l'air un peu puritain, avec son col désuet et son frac. Il devint premier ministre britannique en 1937 après avoir été plusieurs fois ministre et nommé chancelier de l'Échiquier en 1931. Il était intelligent, travailleur acharné et dur. Le premier ministre n'esquiva jamais un affrontement à la Chambre des communes, lorsque l'opposition réclamait du sang. Un de ses collègues qualifia Neville « d'autocrate ayant le courage de ses convictions ». Il était donc loin d'être un poltron. C'est dans ces dispositions que Chamberlain poursuivit sa politique de conciliation avec Hitler.

Le premier ministre ne supportait pas les critiques et était rancunier. À en croire A. J. P. Taylor, il « savait détester ». Chamberlain méprisait David Lloyd George, l'ancien premier ministre libéral, et trouvait Churchill à peine moins antipathique. Ils étaient tous deux des « pirates » : « LIG, comme l'écrivait Chamberlain dans ses lettres à ses sœurs, était une “fri-pouille sans scrupules”, et Winston “le pire de tous”<sup>10</sup>. » Le premier ministre pouvait être dur et obstiné, mais était doté d'une grande finesse bureaucratique, circonvenant facilement ses opposants. C'est de cette façon qu'il se comporta durant la crise de Munich afin de parvenir à ses fins.

L'obstination, l'excès de confiance en soi et un faible pour la flatterie constituaient ses défauts. Chamberlain était persuadé qu'il pouvait raisonner « Herr Hitler » et que l'Allemagne pouvait être ramenée à de meilleurs sentiments, même si d'autres États devaient en payer le prix. Il rejetait ceux qui l'avertissaient d'une éventuelle catastrophe et qui voulaient s'armer jusqu'aux dents. Il se débarrassa de Vansittart en tant que sous-secrétaire permanent à la fin de 1937 et savoura sa victoire. « Je soupçonne qu'à Rome et à Berlin, on se réjouira infiniment », et c'est très bien ainsi, aurait-il pu ajouter<sup>11</sup>. Dans les débats sur le réarmement, il tenait fermement les cordons de la bourse, de sorte que, quand la guerre

arriva, la Grande-Bretagne n'était pas prête et ne put envoyer en France qu'une poignée de divisions. Lorsque Hitler essaya la flatterie pendant la crise de Munich, Chamberlain tomba dans le panneau. Il était prêt à négocier avec Hitler, mais n'était pas disposé à conclure une alliance avec Staline<sup>12</sup>. Lorsqu'il devint évident en 1939, même pour « les aveugles et les bornés », ainsi que le disait Vansittart, que Hitler recherchait la guerre et que l'URSS était essentielle à une alliance antinazie, Chamberlain utilisa toutes les manœuvres possibles pour empêcher la conclusion d'une alliance avec le gouvernement soviétique. La politique de Chamberlain était une attitude suicidaire, irréfléchie, qui faillit être fatale.

### III

Au printemps de 1938, la menace nazie à l'encontre de la Tchécoslovaquie souleva d'importantes questions logistiques. Le passage de l'Armée rouge à travers la Pologne et la Roumanie, et son ravitaillement, était l'une d'entre elles, car l'URSS n'avait pas de frontière commune avec la Tchécoslovaquie. Ce problème du « passage » n'était pas nouveau : on en avait discuté depuis 1934 sans résultat, bien que les Polonais l'eussent considéré comme résolu depuis longtemps. Le gouvernement polonais était décidé à ne pas permettre à l'Armée rouge, quelles que soient les circonstances, de traverser la Pologne pour prêter main-forte à la Tchécoslovaquie en cas d'agression allemande. La position roumaine était moins tranchée et était susceptible d'évoluer, si la France montrait de la fermeté dans son soutien à la cause tchécoslovaque. Le roi Carol de Roumanie avait même confié en privé à Paul-Boncour et à Gamelin, en 1936 et 1937, qu'il trouverait un moyen pour autoriser les forces de l'Armée rouge à traverser le nord de la Roumanie. Edvard Beneš, le président tchécoslovaque, croyait que, si la France insistait auprès des Roumains pour qu'ils accordent le droit de passage sur leur territoire, cela constituerait un élément déterminant dans l'assurance d'une aide efficace à son pays et, par conséquent, dans la dissuasion contre une agression allemande. Mais c'était justement là le problème. Comment croire, demanda le roi Carol, que la France viendra à notre secours, alors que celle-ci n'a même pas protégé ses intérêts vitaux lors de l'occupation allemande de la Rhénanie ? En avril 1938, la confiance soviétique dans la résolution de la France à

intervenir était tout aussi mince. Selon Potemkine, la politique française demeurait « peureuse et passive », ce qui rendait la situation tchécoslovaque encore plus préoccupante<sup>13</sup>.

Litvinov évoqua la question du passage lorsqu'il rencontra en mai Georges Bonnet, nouveau ministre des Affaires étrangères français du cabinet Daladier. Bonnet lui demanda de quelle façon l'URSS avait l'intention de prêter assistance à la Tchécoslovaquie. Litvinov lui répondit que le gouvernement soviétique n'avait pas suffisamment d'influence sur la Pologne et sur la Roumanie pour obtenir le passage de ses troupes. La France allait devoir intervenir. Il ajouta qu'il était souhaitable que des rencontres d'états-majors soient mises sur pied pour discuter des mesures concrètes à prendre afin d'aider les Tchécoslovaques. Bonnet indiqua que les gouvernements polonais et roumain étaient violemment opposés au passage de l'Armée rouge. Quant aux rencontres militaires, les discussions pouvaient être menées par l'attaché militaire français à Moscou. Litvinov rétorqua qu'il n'y avait pas d'officier d'état-major français ni tchèque à Moscou<sup>14</sup>.

Georges Bonnet fut un des acteurs principaux lors des événements qui menèrent à Munich et au déclenchement de la guerre en 1939. Il était le Chamberlain français à bien des égards : pas aussi puissant, pas aussi respecté, mais son nom était étroitement associé en France au nom infamant d'*appeasement*. Il était de taille moyenne, d'une apparence quelque peu étrange, de vingt ans le cadet de Chamberlain, dégingandé, ayant un grand nez — qui aurait pu faire concurrence à celui de Cyrano, blagua quelqu'un — lequel semblait lui déséquilibrer la tête. C'était un radical, situé à la droite de son parti. Il avait été député en 1924, puis plusieurs fois ministre, avant de servir brièvement comme ambassadeur de France à Washington. Après la chute du gouvernement Blum en avril 1938, Bonnet devint ministre des Affaires étrangères. Le nouveau premier ministre, Daladier, le préféra au ministre sortant, Paul-Boncour, parce que, entre autres choses, ce dernier était partisan d'une politique de fermeté à l'endroit de l'Allemagne nazie et exigeait le respect des obligations liées au traité avec la Tchécoslovaquie. Ce qui suscitait de l'opposition à la Chambre des députés et à Londres. Le Foreign Office pensait que Paul-Boncour était dangereux ; Phipps, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, avait d'ailleurs fait pression afin d'obtenir son éviction.

Bonnet était l'homme de la situation : il disait que la France ne pouvait pas soutenir la Tchécoslovaquie sans le renfort de la Grande-Bretagne. Impeccable, dut penser Chamberlain.

Formulée de la bonne façon, cette position était relativement populaire en France. Mal interprétée, elle remettait en cause les obligations de la France à l'égard des pays tiers, ainsi que son honneur, denrée importante dans les relations internationales quand on a besoin d'alliés, comme c'était vraiment le cas pour les Français. Bonnet convenait à merveille pour cette tâche, car il était dissimulateur et fuyant. Il était talentueux jusqu'à un certain point, c'est-à-dire jusqu'à ce que ses homologues l'aient rattrapé dans l'art de la langue de bois et des manœuvres de coulisses. En bref, c'était un intrigant : son manque de franchise en faisait un ministre des Affaires étrangères idéal pour l'époque. Cela lui attira également bien des ennemis, la rancœur de ceux-ci étant renforcée par son manque de courage aux moments critiques. Bonnet était la bête noire de Mandel, qui le considérait comme un froussard et un traître. « Son long nez, dit Mandel, flairer à distance le danger et les responsabilités. Il se cachera sous n'importe quelle pierre plate pour y échapper<sup>15</sup>. »

Bonnet s'attirait les épines de l'opprobre, comme d'autres récoltent les fleurs des louanges. Churchill déclara après la guerre qu'il était « la quintessence du défaitisme, toutes ses manœuvres verbales ingénieuses n'ayant pour but que "la paix à tout prix" ». Dans un commentaire classique du début des années 40, Vansittart notait ceci : « M. Bonnet [...] ferait mieux de s'en remettre à l'œuvre du temps et de l'oubli, plutôt que de [se réfugier dans] une défense haute en couleur de ses actes. Il s'est livré à pas mal de sales boulots en 1938 [...]. On doit toujours s'attendre à un certain nombre de coups tordus lorsque les enjeux sont de taille. Si je devais jamais rejouer aux cartes avec M. Bonnet, je vérifierais toujours le paquet afin de m'assurer que le joker a bien été retiré<sup>16</sup>. »

Les hauts responsables soviétiques, en particulier Litvinov, ne croyaient pas un mot de ce que Bonnet pouvait leur dire, surtout lorsqu'il parlait de l'engagement français envers la Tchécoslovaquie ou l'URSS. Bonnet partageait les préjugés idéologiques du centre droit et de la droite concernant l'expansion du communisme en Europe advenant une guerre. « Bonnet est absolument persuadé, rapporta Phipps en septembre 1939, que Staline a pour objectif d'exporter la révolution à travers le

monde [...]»<sup>17</sup>. » Si la France avait réellement voulu tisser des liens étroits avec l'URSS, elle aurait limogé Bonnet dès le départ.

La rencontre de Genève entre Bonnet et Litvinov n'aboutit pas. Les deux problèmes majeurs liés à la crise tchécoslovaque, à savoir les droits de passage et les rencontres d'états-majors, restaient sans solution. Sergei S. Aleksandrovski, l'ambassadeur soviétique à Prague, fut rappelé à Moscou en avril pour consulter Staline, Litvinov et d'autres membres du Politburo, ce qui donne bien la mesure de l'importance que le gouvernement soviétique attachait à la situation tchécoslovaque. Dans un rapport sur ces discussions en provenance de Moscou, Coulondre souligna l'importance des pourparlers militaires, essentiels à une réelle offre d'assistance militaire à la Tchécoslovaquie<sup>18</sup>. Il indiqua que le gouvernement soviétique avait donné de nombreux signes de sa volonté de discuter des mesures concrètes d'assistance à la Tchécoslovaquie. Selon lui, il était possible de trouver des moyens de résoudre le problème de l'éloignement géographique de la France<sup>19</sup>. La question fondamentale demeurait : que ferait la France ? Les discussions d'états-majors étaient un test des intentions françaises. L'URSS voulait les entamer ; la France allait-elle être d'accord ? La réponse fut négative. Léger confia au ministre tchécoslovaque à Paris, Osuský, que le gouvernement français ne souhaitait pas aller de l'avant dans des conversations militaires, parce que celles-ci constituaient une puissante source de conflit entre la droite et la gauche en France<sup>20</sup>. Léger aurait pu ajouter que l'état-major général français et le gouvernement conservateur à Londres s'y opposaient violemment.

Les nouvelles parvenues à l'Ouest de la poursuite des purges staliennes entravèrent les discussions sur la défense de la Tchécoslovaquie. Litvinov essaya de conduire la politique étrangère soviétique sans y prêter attention. Mais, à l'Ouest, les procès liés aux purges étaient fortement pris en considération. « Il y a quelque chose de pourri — de très pourri — au royaume de Russie, fit remarquer sir Lancelot Oliphant, sous-secrétaire permanent adjoint au Foreign Office : c'est "un roseau peu solide sur lequel s'appuyer". » Cette vision était prédominante<sup>21</sup>. D'autre part, Coulondre et le colonel Auguste-Antoine Palasse, attaché militaire français à Moscou, fournissaient des renseignements sur la force de l'armée soviétique, dans lesquels sans doute étaient soulignées les faiblesses offensives de celle-ci, mais où était mis en évidence son formidable

potentiel militaire, qui en faisait une alliée valable. Palasse eut à subir les tracasseries de ses supérieurs pour avoir fourni de telles informations<sup>22</sup>. Ce qui confirme le vieux dicton selon lequel il n'y a pas de pire aveugle que celui qui ne veut voir.

Le 19 mai 1938, une brève rumeur de guerre se propagea ; la Tchécoslovaquie rappela une classe de réservistes en se fiant à des rapports erronés sur une concentration militaire allemande. « L'aplomb » tchécoslovaque rendit Hitler furieux ; peu après, il ordonna à ses généraux de préparer des plans d'invasion de la Tchécoslovaquie, à exécuter fin septembre. « C'est ma volonté inébranlable, dit Hitler, que la Tchécoslovaquie soit rayée de la carte<sup>23</sup>. » Les gouvernements français et britannique ne furent pas au courant, même si cette nouvelle n'était pas surprenante. Toutefois, la fausse alerte les effraya, car elle évoquait l'imminente possibilité, bien réelle, d'une guerre.

#### IV

Les rumeurs de guerre incitèrent le gouvernement français à sonder la Pologne à propos de son soutien, bien que les Polonais eussent déjà donné de nombreuses assurances à propos de leurs intentions. Le 22 mai, Bonnet fit appeler l'ambassadeur de Pologne, Juliusz Łukasiewicz, pour lui demander ce que serait la politique polonaise. « Nous ne bougerons pas », répondit Łukasiewicz. Le traité de défense franco-polonais, en effet, ne comportait aucune obligation dans le cas d'une guerre menée contre la Tchécoslovaquie. Si la France attaquait l'Allemagne pour soutenir le gouvernement tchécoslovaque, alors elle serait l'agresseur. Sans réagir excessivement, du moins en apparence, à cette affirmation extraordinaire, Bonnet s'enquit de l'attitude polonaise vis-à-vis de l'URSS, en insistant sur l'importance du soutien soviétique, vu « la passivité » polonaise. Łukasiewicz fut tout aussi catégorique : « Les Polonais considèrent les Russes comme des ennemis [...]. Ils s'opposeront, par la force s'il le faut, à toute entrée des Russes sur leur territoire, et même à tout survol de la Pologne par des avions russes. [...] Les Tchécoslovaques, ajouta Łukasiewicz, ne sont pas dignes de l'intérêt que leur porte la France<sup>24</sup>. »

Si Bonnet avait pu avoir quelques soupçons sur les propos de l'ambassadeur polonais et avait pu douter qu'ils ne représentassent pas

fidèlement les vues de son gouvernement, ses soupçons furent rapidement balayés par le maréchal Śmigły-Rydz. Celui-ci confia à l'ambassadeur de France à Varsovie, Léon Noël, que les Polonais considéraient la Russie comme « l'ennemi n° 1 », quel qu'en fût le gouvernement. « Si l'Allemand reste un adversaire, il n'en est pas moins un Européen et un homme d'ordre ; le Russe est, pour les Polonais, un barbare, un asiatique, un élément dissolvant et corrompueur, avec lequel tout contact serait périlleux, tout compromis mortel. » D'après le gouvernement polonais, une action agressive de la part de la France, ou un mouvement des troupes soviétiques, par exemple à travers la Roumanie, pouvait, le cas échéant, amener les Polonais à se ranger du côté de l'Allemagne nazie. Cela convenait à bien des Polonais, rapporta Noël : ils « rêvent de conquêtes aux dépens de l'URSS, dont ils s'exagèrent peut-être les difficultés et dont ils escomptent la décomposition ». Toujours selon Noël, la France était mieux de ne pas essayer de forcer la Pologne à choisir entre la Russie et l'Allemagne, car il n'était pas difficile de deviner quel serait son choix<sup>25</sup>. C'est ce que Daladier exprima à l'ambassadeur soviétique : « [...] non seulement nous ne pouvons pas compter sur le soutien de la Pologne, mais nous n'avons aucune garantie que la Pologne ne [nous] frappera pas dans le dos. » La loyauté polonaise était donc mise en doute dans l'éventualité d'une agression directe de l'Allemagne contre la France<sup>26</sup>.

Bien que les hauts fonctionnaires français eussent souvent fait remarquer aux Polonais qu'il était dans leur intérêt de soutenir la Tchécoslovaquie et de résister à l'agression allemande contre cette dernière, les Polonais voyaient les choses d'un autre œil. Leur attitude envers les Tchécoslovaques était hostile et pleine de convoitise : la Tchécoslovaquie était un État non viable et un repaire de communistes. Elle détenait le district de Teschen que les Polonais revendiquaient. La probable offensive allemande contre la Tchécoslovaquie semblait fournir l'occasion de régler de vieux comptes et de s'emparer du territoire convoité<sup>27</sup>. En avril, le chargé d'affaires soviétique à Berlin déclara à l'ambassadeur français, André François-Poncet, que la Pologne « aidait clairement l'Allemagne » dans ses activités antitchécoslovaques. L'ambassadeur leva les bras en l'air dans un geste d'impuissance — mais le gouvernement français était-il réellement si impuissant<sup>28</sup> ?

À la fin mai, les Polonais firent savoir qu'il n'y avait aucune possibilité de sauver la Tchécoslovaquie et qu'ils ne resteraient pas les mains liées à

l'égard de Teschen<sup>29</sup>. Litvinov demanda à Souritz d'avertir le gouvernement français des intentions polonaises. « Nous aimerions savoir dès maintenant si la France, dans l'éventualité d'une décision de notre part de prévenir l'intervention de la Pologne, va se considérer comme liée à cette dernière en vertu du traité d'alliance franco-polonais<sup>30</sup>. » Le chargé d'affaires soviétique, Girshfel'd, rencontra Bonnet le 7 juin afin d'exécuter les instructions de Litvinov : « Le gouvernement soviétique, dit-il, attend une réponse claire. » S'étant abstenu d'en donner une, Bonnet dit qu'il le recontacterait. La question devait être « étudiée ». Bonnet, ayant lu le compte rendu de l'entrevue de Noël avec Śmigły-Rydz, était pessimiste<sup>31</sup>. Girshfel'd vit Bonnet une semaine plus tard. Cette fois, il reçut une réponse à la question de Litvinov : le gouvernement français se considérerait comme dégagé de ses obligations afférentes à l'alliance franco-polonaise si la Pologne attaquait la Tchécoslovaquie<sup>32</sup>.

La méfiance française à l'égard de la Pologne ne datait pas d'hier ; les hauts fonctionnaires français disaient parfois qu'ils adopteraient une ligne dure en cas de besoin. « Si la Pologne ne veut pas suivre la France dans une alliance militaire avec les Soviétiques [...], eh bien, on se passera d'elle », dit le général Maxime Weygand en 1933. « Eh bien, quant à moi, opina le ministre des Affaires étrangères Barthou en 1934, j'estime qu'il faut faire un Locarno de l'Est appuyé sur la Russie et ne pas s'occuper de la Pologne. Les Polonais sont des gens extravagants. Ma foi, s'ils passent vraiment du côté des Allemands, cela sera tant pis pour eux. » « Tant pis » pour la Pologne, s'exclama le chef d'état-major Gamelin quatre ans plus tard, si celle-ci se range aux côtés des nazis dans une guerre contre la Tchécoslovaquie<sup>33</sup>. Toutefois, lorsque la crise survint, le gouvernement français ne fut pas en mesure de suivre cette opinion. Il ne se résolut pas à le faire, car, si la France insistait sur le droit de passage de l'armée soviétique, ou si elle dénonçait l'alliance franco-polonaise, la Pologne — ainsi que l'avait fait remarquer l'ambassadeur Noël — allait se retrouver dans le camp de Hitler. Coulondre rétorqua qu'une alliance franco-anglo-soviétique gagnerait probablement une guerre contre l'Allemagne nazie, mais alors la Pologne serait écrasée par l'Armée rouge et l'influence soviétique s'étendrait à l'Europe centrale, peut-être même à l'Allemagne, voire à la France<sup>34</sup>. La peur de la victoire paralysait autant les Français que la peur de la défaite. Dans ces conditions, les Polonais jouaient sur les peurs françaises. C'est la raison pour laquelle, en mai, Bonnet évita de

donner une réponse directe lorsque Litvinov demanda l'intervention de la France pour assurer à l'Armée rouge des droits de passage par la Pologne et la Roumanie.

## V

Il se peut que ces consultations entre les Français et leurs alliés éventuels aient été autre chose que du théâtre. Les 28 et 29 avril, Daladier et Bonnet avaient rencontré à Londres Chamberlain et d'autres membres du gouvernement britannique. Après avoir fortement argumenté contre la position de Chamberlain, Daladier finit par l'accepter. Il n'y aurait pas de défense militaire franco-britannique de la Tchécoslovaquie; le gouvernement tchécoslovaque devait obtenir les arrangements qu'il pouvait avec l'Allemagne, en s'appuyant sur les Britanniques<sup>35</sup>. Le gouvernement britannique poursuivit cette politique durant tout l'été avec l'aval français, en envoyant au début d'août à Prague une mission dirigée par l'ancien ministre Edward lord Runciman, afin de négocier un règlement entre la population allemande des Sudètes et le gouvernement tchécoslovaque.

Le nom de Daladier est apparu plusieurs fois dans cette histoire. Qui était-il? Il fut premier ministre durant la crise de Munich et tout au long de 1939, jouant un rôle décisif dans l'édification de la politique étrangère française de cette période critique. Il était moins intrigant que Bonnet et plus respecté. Aux yeux de ceux qui le connaissaient à peine ou ne savaient de lui que ce qu'en disait la presse, il avait une réputation de décideur: celle-ci fut vite démentie par les événements. C'était un homme petit, trapu, au cou de taureau mais au physique plaisant. Il avait du courage physique, ayant gagné au feu ses galons d'officier. Il avait reçu plusieurs décorations durant la Première Guerre mondiale.

Daladier grimpa rapidement les échelons du Parti radical durant les années 20, ayant des penchants à gauche avec les jeunes radicaux et désireux de travailler avec les socialistes. Dans les années 30, il se tourna vers le centre droit; certains pensèrent même qu'il pourrait remplacer Georges Clemenceau pour conduire la nation contre l'Allemagne. Il détint de nombreux postes au gouvernement: il fut notamment ministre de la Défense. Deux fois durant l'année 1933-1934, il fut premier ministre,

avant de retrouver ce poste en avril 1938. Daladier était surnommé affectueusement « Dala », et aussi « le taureau du Vaucluse » (le Vaucluse étant la circonscription électorale qu'il représentait). Selon Chamberlain, c'était un « taureau avec des cornes d'escargot ». Un homme politique affirma qu'il n'était pas un taureau mais une vache hésitante. Souvent, en effet, il sembla résolu au départ, cédant par la suite sur bien des points, comme il le fit à Londres en avril lorsqu'il rencontra Chamberlain et les Britanniques. Il ne fallait pas compter sur lui dans un combat de « haute politique », bien que peu d'hommes politiques français de cette période fussent d'une trempe supérieure. En fait, Daladier était mieux adapté aux formes plus triviales de la politique : il était obsédé, disaient certains, par les « combinarderies politiciennes » ou les tractations de coulisses<sup>36</sup>.

Daladier penchait pour une conciliation avec l'Allemagne nazie, malgré, parfois, les apparences d'un langage musclé. Partageant les préjugés idéologiques de la droite et du centre français contre l'URSS, il considérait la Grande-Bretagne comme l'allié principal de la France. Ainsi, il s'opposa au renforcement du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, à des discussions militaires avec le haut commandement soviétique, au droit de passage de l'Armée rouge à travers la Pologne ou la Roumanie. En septembre 1938, Daladier, contre toute attente, affirma au chargé d'affaires allemand à Paris que la guerre ruinerait de la même façon la France et l'Allemagne. Après les combats, « la révolution, peu importe vainqueurs ou vaincus, est aussi sûre en France qu'en Allemagne et en Italie. La Russie soviétique ne laissera pas échapper l'occasion d'exporter la révolution mondiale chez nous [...] ». « Les cosaques régneront sur l'Europe », se lamenta plus tard Daladier à l'ambassadeur des États-Unis à Paris<sup>37</sup>. Certains historiens estiment que le premier ministre français était fortement en faveur d'une alliance avec les Soviétiques en 1939, bien qu'aucune preuve — comme les lecteurs pourront s'en apercevoir — ne soit venue étayer cette hypothèse. Ni Bonnet, ni Daladier n'étaient les hommes qu'il fallait pour consolider les liens avec l'URSS tandis que le péril nazi grandissait.

La faiblesse de la position franco-britannique au sujet la Tchécoslovaquie ne passa pas inaperçue. Maiski rapporta une conversation avec son homologue tchèque, Jan Masaryk, le 6 août, dans laquelle ce dernier se plaignit amèrement des fortes pressions britanniques sur le gouver-

nement tchécoslovaque afin qu'il fasse « le maximum de concessions aux Allemands des Sudètes ». Presque chaque semaine, le secrétaire aux Affaires étrangères, lord Halifax, faisait convoquer Masaryk afin de demander de nouvelles concessions, une accélération des négociations et la conclusion rapide d'un accord. Presque tous les quinze jours, Masaryk était obligé d'aller jusqu'à Prague pour y déposer les nouvelles demandes britanniques de concessions<sup>38</sup>. Lors d'une rencontre deux jours plus tard, le 8 août, avec Oliphant, le sous-secrétaire adjoint, Maiski observa que « toutes les actions de la diplomatie britannique en Tchécoslovaquie visaient non pas à mettre un frein à l'agression, mais à contenir les victimes de l'agression ». Oliphant tenta de défendre sa position mais sans grande conviction, convenant que l'analyse par Maiski de la politique britannique était largement partagée en Europe<sup>39</sup>. Une semaine plus tard, Maiski communiqua le même message à Halifax. L'URSS était très alarmée, dit-il, par la politique franco-britannique qui était « faible et à courte vue » et ne faisait qu'encourager d'autres agressions. La responsabilité d'un nouveau conflit mondial allait reposer carrément sur les puissances occidentales. Les Franco-Britanniques parlèrent haut et fort à Prague de la nécessité de concessions, mais ne le firent qu'à voix basse à Berlin où Hitler « ne tint aucun compte de leurs démarches ». Maiski se dit surpris que Halifax n'ait fait aucune tentative pour expliquer la politique britannique<sup>40</sup>.

De la même façon, le ministre tchécoslovaque à Paris, Štefan Osuský, avertit que le règlement du problème des Sudètes pourrait devenir l'objet d'échanges entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne aux dépens de la Tchécoslovaquie. « Les Britanniques et les Français, dans la mesure où ils nous soutiendront, s'arrogeront le droit de nous recommander comment trancher la question [des Sudètes]. C'est pourquoi nous devons nous attendre à une intensification des pressions britannique et française sur la Tchécoslovaquie [...], d'autant plus que le règlement de la question des Sudètes est posé par l'Allemagne comme condition au retour à la table des négociations avec la France et l'Angleterre<sup>41</sup>. »

Les Français ne valaient pas beaucoup mieux que les Britanniques aux yeux des diplomates tchécoslovaques et soviétiques. En effet, Souritz vit Munich arriver. Les Français et les Britanniques n'étaient pas disposés, dit-il en juillet 1938, à défendre la Tchécoslovaquie. Les Britanniques

voulaient obtenir des Tchécoslovaques par des négociations ce que Hitler voulait prendre par la force. Le gouvernement français reconnaissait que, s'il ne pouvait empêcher l'annexion des Sudètes, l'Allemagne nazie prendrait un certain avantage stratégique pour toute prochaine guerre et disposerait en Europe centrale d'une position hégémonique. En France, il n'y avait pas de désaccord sur ce point — le désaccord portait sur la façon de gérer la situation. Une large majorité des Français pensaient ne pas avoir une puissance militaire et économique suffisante pour agir seuls face à l'entreprise de Hitler en Tchécoslovaquie. C'est pourquoi ils estimaient que la France avait besoin d'alliés. C'était là, d'après Souritz, que commençaient les grands clivages au sein du gouvernement et de l'opinion publique.

« La simple logique » suggérait l'URSS comme alliée naturelle. Cette vue reflétait un éventail d'opinions allant des communistes français au ministre de droite Paul Reynaud. Pour ce dernier, l'URSS avait ce qui manquait à la Grande-Bretagne et qui était essentiel dans l'éventualité d'un conflit avec l'Allemagne : de puissantes forces terrestres et aériennes. Pourtant, dans l'évaluation de sa politique tchécoslovaque, le gouvernement français comptait peu sur l'URSS. Il ne l'avait pas consultée une seule fois avant ses prises de décisions importantes et ne l'avait tenue au courant qu'après coup. En dépit de ses pactes d'assistance mutuelle avec l'Union soviétique et avec la Tchécoslovaquie, le gouvernement français n'avait jamais demandé la tenue de discussions communes sur des questions de défense. Souritz expliquait que la position française était le résultat de l'influence britannique. Sans attaquer directement le pacte franco-soviétique, les Britanniques maintenaient qu'il ne devait pas être monté en épingle, car cela pouvait compliquer les initiatives de paix. Même si Daladier en personne, d'après les renseignements de Souritz, avait une appréciation saine de la force militaire soviétique, en dernière analyse, il n'entendait pas s'aliéner les Britanniques pour le bien de l'URSS.

Mandel et Reynaud, qui défendaient une politique française plus forte, allèrent voir Souritz et encouragèrent l'ambassadeur à menacer Daladier d'un retrait du soutien soviétique, afin de le secouer. Mais Souritz ne croyait pas au succès d'une telle tactique puisque Daladier ne comptait que sur les Britanniques comme véritables alliés. L'ambassadeur soviétique était découragé :

Lorsqu'on lit attentivement la presse ici [...], lorsqu'on observe cette peur panique mêlée à un respect de la force et de « la puissance » [Macht] allemandes, lorsqu'on est inlassablement témoin des reculades, des concessions, de la perte graduelle d'indépendance en politique étrangère, lorsque, enfin, on voit, à chaque nouveau jour, comment la voix du fascisme s'élève et devient plus effrontée, on ne peut s'empêcher de ressentir un mauvais pressentiment.

À tout cela, poursuit Souritz, doit s'ajouter la poursuite quotidienne de relations sans attrait avec les Français. Dans le domaine de l'acquisition des fournitures de guerre, Daladier promit des livraisons que son entourage sabota et retarda. La peur française de tout ce qui portait un sceau soviétique prit des proportions si énormes que la Bibliothèque nationale à Paris refusa même une exposition de livres soviétiques<sup>42</sup>.

Le ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères, Kamil Krofta, n'était pas non plus charitable à l'endroit des Français ou des Britanniques dans ses discussions avec l'ambassadeur de l'URSS, Sergueï S. Aleksandrovski. Il n'appréciait pas la pression exercée par la Grande-Bretagne en vue de concessions à l'Allemagne. « Qu'est-ce que vous voulez, s'exclama-t-il, la petite Tchécoslovaquie ne peut pas risquer une rupture avec la Grande-Bretagne. » « Que fera la Tchécoslovaquie, si la France elle aussi la trahit ? » D'après Aleksandrovski, Krofta avait le plus profond mépris pour Bonnet :

Bonnet est un affreux couard, un petit bourgeois français borné. Il déclare à tout vent que la France tiendra ses engagements et volera à l'aide de la Tchécoslovaquie en cas d'attaque contre elle. Mais ce même Bonnet prend peur au moindre incident et ne cesse de répéter que la responsabilité d'un affrontement militaire doit incomber à la Tchécoslovaquie et que, par conséquent, elle doit faire tout son possible pour éviter ne serait-ce que l'ombre d'une telle responsabilité. Si Bonnet était le seul à prétendre que les Français vont soutenir la Tchécoslovaquie, alors Krofta ne voudrait tout simplement pas y croire. Heureusement, cette affirmation est soutenue par d'autres personnes en France<sup>43</sup>.

Malheureusement, il allait être évident bientôt que ces autres assurances avaient aussi peu de valeur que celles de Bonnet.

Pourtant Litvinov essayait encore d'organiser la résistance à l'agression nazie. En juin, il avait bon espoir que la France se considère comme dégagée de ses obligations si la Pologne attaquait la Tchécoslovaquie. C'était une position que Coulondre avait confirmée — bien qu'il n'eût pas disposé d'instructions en ce sens — dans une conversation à trois avec Litvinov et Zdeněk Fierlinger, ambassadeur de Tchécoslovaquie, lors d'une réception diplomatique à Moscou le 9 juin. Litvinov pensait qu'il fallait lancer un avertissement à la Pologne « de ne pas jouer avec le feu ». Selon Fierlinger, leur conversation fut remarquée surtout par les journalistes et les diplomates allemands<sup>44</sup>.

Mais Litvinov s'inquiétait facilement de l'indécision française. Quelques semaines après cette conversation (le 12 juillet), il contacta Coulondre pour lui redemander ce que serait la position française en cas d'attaque polonaise contre la Tchécoslovaquie. Coulondre fut surpris de la question. Litvinov répliqua que son interrogation était motivée par l'hypothèse que la France ne se sentirait pas obligée de prêter assistance à la Tchécoslovaquie. En fait, cette question, ainsi que Coulondre l'avait déjà remarqué, était reliée à une autre hypothèse, celle de l'URSS envisageant une intervention pour venir en aide à la Tchécoslovaquie, même sans la France. Coulondre pensait que cela était peu probable, mais il nota également que Litvinov ne posait pas de questions en vain. « C'est un homme direct et objectif qui va droit au fait. » S'il pose des questions, c'est que le gouvernement soviétique s'en pose également, comme le laissent voir, ajouta Coulondre, les concentrations de troupes de l'Armée rouge à l'ouest de l'Ukraine<sup>45</sup>.

Coulondre respectait Litvinov. Au printemps de cette année-là, il avait souligné à quel point il était impressionné par le « réalisme » du commissaire et par « la modération de son ton ». On a l'impression que « la situation est envisagée ici avec sérieux et sang-froid et les considérations de parti semblent céder le pas aux considérations d'État. » Plus tard au cours de l'été, Coulondre se rendit dans la datcha de Litvinov pour discuter des problèmes de politique étrangère, et en particulier des relations soviéto-roumaines, puisque le consentement de la Roumanie au passage de l'Armée rouge était crucial pour la défense de la Tchécoslovaquie. Litvinov reprenait les propos de Coulondre lorsqu'il disait que le gouvernement soviétique devait faire un plus gros effort pour

améliorer ses relations avec la Roumanie. Les actions valent mieux que les mots, fit remarquer Litvinov : la Roumanie s'est placée à la traîne du gouvernement polonais qui agit comme un proxénète au service de l'Allemagne<sup>46</sup>.

Les comptes rendus de Coulondre n'eurent aucune influence sur la politique française, bien que Bonnet, en recevant des renseignements alarmants sur les intentions militaires nazies, fut prompt à demander ce que l'URSS avait l'intention de faire. Dans un cas semblable, à la fin juillet, Coulondre répondit que le gouvernement soviétique ne faisait aucun mystère de son analyse de la situation. Les États agresseurs, pour lui, étaient des « carnassiers » qui allaient attaquer d'autres États plus faibles. « Il faut bien reconnaître, dit Coulondre, que s'ils [le gouvernement soviétique] sont maladroits, exaspérants [...], les Soviétiques sont réalistes : ils ont des vues directes, ils voient les États tels qu'ils sont et non tels qu'ils voudraient qu'ils soient. » Concernant les derniers rapports alarmants en provenance des services de renseignement, Litvinov haussa les épaules en disant que cela faisait longtemps qu'il avait donné des avertissements à ce propos.

Dégainez la baïonnette, dit Litvinov — comme les Tchécoslovaques l'avaient fait en mai —, et la situation prendra peut-être un autre tournure. Hitler bluffait et préparait une vaste production théâtrale de menaces et de gesticulations militaires afin d'amener la France et la Grande-Bretagne à capituler.

Mais en essayant de prouver que Hitler bluffait, on risquait de provoquer une guerre, dit Coulondre.

C'est possible, rétorqua Litvinov, mais nous devons faire face à la crise par un front uni et des cœurs vaillants<sup>47</sup>.

Cette conversation eut lieu quelques jours avant une confrontation militaire grave entre les forces armées soviétiques et japonaises à la frontière de la Mandchourie. L'Armée rouge eut le dessus dans l'affrontement. Si les gouvernements français et britannique cherchaient des preuves de la détermination et de la capacité opérationnelle des Soviétiques, elles étaient là<sup>48</sup>.

## VI

Malheureusement, les Français et les Britanniques n'étaient pas à la recherche de telles preuves : ce qu'ils désiraient, c'était éviter la guerre avec l'Allemagne au prix de la Tchécoslovaquie. Maiski rencontra sir Horace Wilson au début de septembre et le trouva pessimiste et découragé. Il avait moins confiance qu'au printemps d'aboutir à des accords rapides avec Hitler et Mussolini. « Ces dictateurs, dit Wilson, sont des gens très difficiles. » À tel point qu'il était « presque au bord de la panique », ne sachant pas à quel « problème » s'attendre encore de la part de Hitler. Maiski évoqua le danger d'une Mittel Europa nazie advenant la chute de la Tchécoslovaquie, danger bien plus grand pour la France et la Grande-Bretagne, observa-t-il, que pour l'URSS. Wilson évita de mentionner que Chamberlain ne croyait pas à cette hypothèse. Ce dernier, en effet, pensait que c'était l'Union soviétique qui avait le plus à craindre de l'expansion nazie vers l'est, perspective qui ne le dérangeait nullement. En tout cas, Wilson se demandait si la Grande-Bretagne devait défier Hitler maintenant à cause d'un danger hypothétique incertain et pas immédiat. Cette éventualité paraissait « effrayante » à Wilson ; c'est ce qu'il développa en long et en large à son interlocuteur<sup>49</sup>. Tout cela ne constituait pas de bonnes nouvelles pour Moscou, même si ce n'était pas une surprise.

Les nouvelles en provenance de France n'étaient guère meilleures. Que ce fût par frime ou par frousse, Bonnet continuait d'être préoccupé par les intentions de l'URSS de soutenir la Tchécoslovaquie. L'insistance de Bonnet déclencha une série importante de rencontres à la fin août et au début septembre, rencontres sur lesquelles aujourd'hui encore les interprétations divergent. Elles débutèrent à la fin août, alors que la crise tchécoslovaque approchait de son dénouement. L'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Friedrich Werner von der Schulenburg, rendit une visite « protocolaire » à Litvinov afin de l'entretenir en fait d'une affaire importante. Schulenburg évoqua la crise tchécoslovaque et s'enquit des intentions britanniques, françaises et soviétiques. « Je lui répondis fermement, rapporta Litvinov, que le peuple tchécoslovaque se battrait pour son indépendance jusqu'au dernier homme, que la France, dans le cas d'une attaque allemande contre la Tchécoslovaquie, répliquerait contre l'Allemagne, que l'Angleterre, quelle que soit la volonté de Chamberlain,

ne pourrait pas laisser la France sans soutien, et que nous tiendrions nos engagements envers la Tchécoslovaquie<sup>50</sup>. » Krofta rapporta les propos de Litvinov à ses ministres à Londres et à Paris, propos dont Bonnet prit connaissance. Celui-ci envoya Payart, le chargé d'affaires français à Moscou (en l'absence de Coulondre), demander des éclaircissements à Litvinov<sup>51</sup>.

Payart vit Potemkine le 29 août. Le commissaire adjoint répondit que Litvinov « avait considéré plus opportun » d'offrir sa vision des conséquences éventuelles d'une attaque allemande contre la Tchécoslovaquie. Potemkine évita discrètement de faire allusion à la remarque de Litvinov concernant le soutien britannique, avec ou sans l'accord de Chamberlain. Comme le dit Payart, Litvinov ne faisait que confirmer sa position de toujours. Lorsque Payart exprima l'espoir de ne pas voir Hitler provoquer une guerre à propos de la Tchécoslovaquie, Potemkine répondit que la position de Hitler était basée sur l'estimation de l'opposition éventuelle à ses plans. Cette façon de voir était depuis longtemps celle de Litvinov<sup>52</sup>.

Bonnet reçut d'autres indications sur la détérioration croissante de la situation tchécoslovaque. Encore une fois, suivant le procédé qui lui était devenu familier, il chargea Payart de rencontrer Litvinov, afin de lui demander ce que l'URSS se proposait de faire. Bonnet fit savoir que l'ambassadeur français à Berlin avait informé le gouvernement allemand que si l'Allemagne attaquait la Tchécoslovaquie, la France tiendrait ses engagements. Des préparatifs militaires intensifs laissaient prévoir une attaque pour le mois de septembre. Qu'allait pouvoir faire le gouvernement soviétique, puisque les gouvernements polonais et roumain n'autoriseraient pas le passage à l'Armée rouge ? « Malgré tous [ses] efforts », Bonnet n'avait pas réussi à obtenir de réponse positive, tandis que le gouvernement polonais affirmait catégoriquement qu'il intercepterait toute tentative de passage. Le 1<sup>er</sup> septembre, Payart soumit tout cela à Potemkine, lequel eut pour tout commentaire qu'il transmettrait les informations à ses supérieurs<sup>53</sup>.

Le lendemain, 2 septembre, Payart rencontra Litvinov en vue de soumettre la requête officielle de Bonnet. D'après le compte rendu de l'entretien rédigé par Litvinov, il répondit que la France était dans l'obligation de prêter assistance aux Tchécoslovaques indépendamment de toute action soviétique. Puisque le soutien soviétique était subordonné à celui

de la France, c'était davantage le gouvernement soviétique qui était en droit de lui demander ce qu'elle avait l'intention de faire. Litvinov affirma que, si la France soutenait la Tchécoslovaquie, l'URSS tiendrait ses engagements avec la plus grande détermination, en utilisant tous les axes possibles de soutien. Au cas où la Pologne et la Roumanie soulèveraient des difficultés, il ne serait pas impossible que la Roumanie modifie sa position si la Société des Nations condamnait l'agression allemande. Puisque le processus pouvait prendre du temps, la SDN devait être saisie sans retard, de sorte qu'en cas d'agression, la question soit traitée rapidement. Même s'il ne devait pas y avoir de décision unanime, l'effet moral d'une décision à la majorité pouvait être considérable, spécialement si la Roumanie votait avec la majorité. Quant à l'aide militaire concrète à la Tchécoslovaquie, les questions devraient être traitées lors d'une rencontre des états-majors de l'URSS, de la France et de la Tchécoslovaquie. « Nous sommes prêts à participer à de telles discussions », indiqua Litvinov.

Il était nécessaire, précisa Litvinov, de faire tout ce qui était possible afin d'éviter un conflit armé. Litvinov rappela à Payart qu'après « l'Anschluss », l'URSS avait proposé une conférence des puissances concernées. Elle considérait qu'une conférence regroupant, à ce moment-ci, la Grande-Bretagne, la France et l'URSS avait de fortes chances d'obtenir le soutien moral du président américain Franklin Roosevelt et de dissuader Hitler d'entreprendre des aventures ultérieures. Mais les puissances en question devaient agir rapidement avant que Hitler ne s'engage plus avant<sup>54</sup>.

Le compte rendu de la rencontre rédigé par Payart correspondait largement à celui de Litvinov. Payart ajouta cependant un détail intéressant. Le ministre des Affaires étrangères roumain, Nicolae Petrescu-Comnen, avait récemment informé son homologue tchécoslovaque Krofta que, si la Roumanie s'objectait au passage des troupes terrestres soviétiques, « elle pourrait fermer les yeux sur le survol de son territoire par des avions ». Comnen confirma par la suite cette position. Tandis que le premier câble de Payart à destination de Paris ne mentionnait pas la proposition de Litvinov concernant les rencontres d'états-majors, un deuxième télégramme (publié seulement en note de bas de page dans les *Documents diplomatiques français*), daté inexplicablement du surlen-

demain, rajouta ce point crucial. Payart l'avait-il tout simplement oublié dans son premier compte rendu de la conversation ? Difficile à dire. Litvinov s'inquiéta de ce que Payart n'avait pas transmis le message intégralement ; par conséquent, il chargea Souritz d'en communiquer le contenu directement à Bonnet. Il craignait, en effet, que Payart n'eût été à la recherche d'une réponse négative pour faire porter la responsabilité d'un échec au gouvernement soviétique<sup>55</sup>.

Souritz informa le Narkomindel qu'il avait appris « de source très sûre » que, chaque fois que la possibilité de rencontres d'états-majors était évoquée au sein du Cabinet français, on brandissait toujours l'opposition des Britanniques comme obstacle. Un ministre, dont le nom échappait à Souritz mais qu'il pensait être Camille Chautemps, indiqua que les hauts fonctionnaires britanniques lui avaient donné la nette impression que leur gouvernement craignait « par-dessus tout » une intervention soviétique dans les affaires européennes, car le succès des armes soviétiques « était susceptible d'ouvrir la voie au communisme en Europe centrale ». Néanmoins, à la dernière réunion du Cabinet français, Souritz rapporta qu'un groupe de ministres avaient insisté « pour que des contacts soient établis avec eux, et que, suite à leurs pressions, Payart effectue sa démarche ». « Je reconnais totalement qu'ayant accompli cette démarche sous la pression, Bonnet calcula secrètement que nous lui donnerions une réponse négative ou, en tout cas, une réponse susceptible de lui fournir des armes contre l'établissement de contacts. C'est pourquoi j'accueille favorablement la réponse de Litvinov et je demande l'autorisation d'en informer d'autres membres du Cabinet<sup>56</sup>. »

Personne ne devrait être surpris du manque de confiance des diplomates soviétiques envers Bonnet ; de nombreux Français ne lui faisaient pas confiance non plus, et les ministres Mandel et Reynaud étaient de ceux-là. Depuis Londres, Maiski rapporta avoir rencontré l'ambassadeur de France, Charles Corbin, qui ne savait rien de la rencontre entre Litvinov et Payart. Étrange, pensa Maiski, quand l'on considère la légendaire loquacité française. Il n'y avait rien non plus dans la presse britannique, ce qui amena Maiski à soupçonner que le gouvernement français souhaitait ne pas ébruiter la rencontre afin d'en minimiser l'impact politique.

Le 3 septembre, Corbin se plaignit auprès de Maiski que le manque de clarté et de fermeté dans les déclarations britanniques au sujet de la Tché-

coslovaquie ne faisait qu'accroître la possibilité d'une guerre. Il dit qu'à Berlin on était convaincu que la Grande-Bretagne et la France n'entraveraient pas une opération militaire allemande. Mais il répéta que la France tiendrait ses engagements en cas de guerre<sup>57</sup>.

On ne sait pas avec exactitude si Maiski reçut des instructions à ce sujet; toutefois, il est certain que, dans les vingt-quatre heures suivant la réception du compte rendu de la rencontre Litvinov-Payart, il en avisa Churchill. En fait, Churchill publia, quelques années plus tard, dans *L'orage approche*, une copie de sa lettre à Halifax dans laquelle il décrivait, à partir « d'une source ultrasûre », la réunion en question, reprenant scrupuleusement les arguments principaux de Litvinov à Payart. « Je considérais les déclarations de M. Litvinov si importantes, écrivit Churchill, que je voulais être certain que Halifax en fût informé<sup>58</sup>. » Les déclarations de Litvinov étaient importantes, en effet, mais elles ne furent pas diffusées facilement. Le chef travailliste Hugh Dalton a décrit cette affaire dans ses mémoires. Il note que Halifax souleva des objections dans sa réponse à la lettre de Churchill. Il conclut que « les mensonges de Bonnet aux ministres britanniques à propos des intentions russes — Dalton aurait pu ajouter: à son propre peuple — constituaient une affaire grave<sup>59</sup> ». Mais n'allons pas trop vite en besogne. Revenons à notre histoire.

Payart voulut sans doute avoir la confirmation des affirmations faites par Litvinov le 2 septembre, car il retourna voir Potemkine trois jours plus tard, le commissaire s'étant entre-temps absenté pour Genève. Payart passa en revue les diverses propositions de Litvinov; de son côté, Potemkine confirma chacune d'elles: la SDN et son objectif, la conférence multinationale et les discussions militaires. Payart demanda en outre ce que le gouvernement soviétique ferait en cas d'attaque polonaise contre la Tchécoslovaquie. Nous ne sommes pas liés par traité avec le gouvernement tchécoslovaque dans cette éventualité, dit Potemkine, mais « nous ne nous interdisons pas pour autant le droit de prendre les décisions qui nous conviennent si la Pologne vient à attaquer la Tchécoslovaquie<sup>60</sup> ».

Payart ne semble pas avoir rapporté cette conversation ultérieure avec Potemkine, bien qu'il ait envoyé un télégramme reprenant la déclaration plus complète de Litvinov à Schulenburg concernant l'éventuelle consé-

quence d'une attaque allemande contre la Tchécoslovaquie. « Ce n'est pas pour l'amour des Tchécoslovaques que [la France, la Grande-Bretagne et l'URSS] se battront, dit Litvinov, mais pour des raisons de puissance, d'influence et d'équilibre de forces. En ce qui concerne l'Union soviétique, elle n'a pris aucune part dans la création de l'État tchécoslovaque, mais elle doit actuellement s'opposer à tout accroissement de l'Allemagne hitlérienne, qui est animée d'[un] esprit d'agression et est toujours prête à recourir à la force. » Payart en conclut que la Tchécoslovaquie était « un des bastions extérieurs de l'URSS ». « L'intérêt [soviétique] à la défendre paraît être le meilleur gage de la sincérité de ses intentions<sup>61</sup>. »

Cette dépêche ne fut pas reçue par la direction politique du Quai d'Orsay avant le 20 septembre. Bien qu'on puisse se demander si le rapport Payart aurait changé quoi que ce soit, la direction politique diffusa une note le 6 septembre concluant que Litvinov avait été « évasif » avec Payart, se cachant derrière « des arguments de procédures ». Cela fit « mauvaise impression », disait la note du Quai d'Orsay. De toute façon, la direction politique conclut que d'autres informations étaient nécessaires ; elle reconnaissait que l'ambassade soviétique à Paris avait reçu des informations en provenance de « certains milieux parisiens » et de certaines sources diplomatiques étrangères, selon lesquelles « la France n'était pas résolue à entrer en guerre avec l'Allemagne pour défendre la Tchécoslovaquie ». En raison du refus du gouvernement français de prendre part aux conversations d'états-majors avec le haut commandement de l'Armée rouge, « les Soviets ont [...] à notre endroit une certaine défiance qui peut expliquer, sinon justifier, une réserve qui n'est plus de mise dans les circonstances actuelles ». C'était là un euphémisme digne des plus pures traditions de la diplomatie française<sup>62</sup>.

Les Français n'étaient pas en position de force lorsqu'il s'agissait de persuader le gouvernement soviétique de leur engagement auprès des Tchécoslovaques. Le président tchécoslovaque, Beneš, fit savoir à Aleksandrovski que les Français et les Britanniques exerçaient « des pressions frénétiques [en vue d'autres concessions], associées à des menaces directes d'abandon de la Tchécoslovaquie à la merci de Hitler ». Chilton dit à Potemkine que les Français, à son avis, « n'étaient pas du tout disposés à se battre<sup>63</sup> ». C'était le comble de l'effronterie britannique, puisque, en fait, c'était Chamberlain qui « n'était pas disposé à se battre ».

Toutefois, les discussions continuèrent. Coulondre, étant de retour à Moscou, vit Potemkine le 11 septembre ; ce même jour, Bonnet rencontra Litvinov à Genève. Il reconnut que le gouvernement soviétique n'était pas content du manque d'indépendance française par rapport aux Britanniques et qu'il mettait en doute la fidélité française aux obligations des traités. Aussi, l'ambassadeur chercha-t-il à mettre les choses au point. Il ne nia pas l'importance des relations françaises avec la Grande-Bretagne, mais cela ne voulait pas dire que la France allait sacrifier la Tchécoslovaquie et l'URSS pour le bien de ses relations avec la Grande-Bretagne. Malheureusement, le câble de Payart concernant sa rencontre avec Litvinov mettait l'accent sur les mesures diplomatiques, ce qui créa des inquiétudes à Paris. Coulondre affirma que la détermination française à soutenir la Tchécoslovaquie était inébranlable et qu'un tel soutien pouvait se révéler nécessaire dans les jours à venir. Dans ces circonstances, il était essentiel qu'il n'y eût point de malentendus entre la France et l'URSS.

Potemkine réitéra les trois arguments de la réunion entre Litvinov et Payart, à savoir : une action à la SDN en vue d'obtenir un appui tout au moins tacite des Roumains pour le droit de passage de l'Armée rouge ; une conférence franco-britannique et une déclaration commune mettant l'Allemagne en garde contre une attaque à l'endroit de la Tchécoslovaquie ; des rencontres d'états-majors. À cela, Potemkine ajouta qu'il ne devait pas y avoir de doute quant à la détermination soviétique « de remplir, conjointement avec la France, toutes ses obligations correspondant au pacte soviéto-tchécoslovaque "en utilisant tous les moyens à notre disposition pour y parvenir" ».

Seule une interprétation inconsidérée de la déclaration de Litvinov, dit Potemkine, a pu conduire quelqu'un à penser qu'elle était évasive ou embrouillée. Coulondre admit que sa première impression avait été erronée ; il souhaite qu'une rencontre entre Bonnet et Litvinov à Genève clarifie davantage la situation. Selon Potemkine, Coulondre déclara que la France était tout à fait prête à mener des conversations d'états-majors<sup>64</sup>.

Le compte rendu de cette rencontre par Coulondre contient quelques différences. Le plan en trois points de Litvinov est clairement présenté. Mais le quatrième point, celui de Potemkine concernant la détermination soviétique à remplir ses obligations conjointement avec la France n'est

pas répété. Coulondre y attribue les tensions dans les relations franco-soviétiques au Komintern. Il ne fait aucun doute que Potemkine, ayant entendu ce refrain tant de fois, ne jugea pas nécessaire de le consigner dans son compte rendu (dans celui-ci, la déclaration de Coulondre selon laquelle la France était prête à des discussions militaires n'apparaît pas). Coulondre sortit favorablement impressionné de sa rencontre ; Potemkine fut amical et encourageant, bien que le commissaire provisoire n'ait pas consigné son opinion personnelle. Coulondre pressa Bonnet d'agir rapidement afin de déterminer avec le gouvernement soviétique le détail de la collaboration, pas uniquement dans la crise actuelle mais à plus long terme, afin de contrecarrer l'expansion de l'Allemagne nazie vers l'est<sup>65</sup>.

Bonnet entendait mal les conseils de Coulondre mais il devint carrément sourd lorsqu'il rencontra Litvinov à Genève. D'après ce dernier, Bonnet déclara que les Britanniques avaient rejeté son appel pour une conférence trilatérale et qu'il ne savait pas ce qu'ils faisaient à Berlin pour éviter la guerre. Lorsque Bonnet informa son interlocuteur que Halifax avait indiqué au gouvernement français que la Grande-Bretagne n'avait aucune obligation envers la Tchécoslovaquie, il leva les bras au ciel en disant : « Il est impossible de faire quoi que ce soit. » Selon Litvinov, Bonnet ne fit aucune proposition. « Et moi aussi, je suis resté dans le vague. »

Bonnet répéta à Litvinov ce qu'avait dit Comnen (en la circonstance, cela constituait une bonne nouvelle), à savoir que le gouvernement roumain ne permettrait pas le passage de l'Armée rouge, mais qu'il en irait autrement du survol de son territoire par des appareils soviétiques. « Si des avions soviétiques survolent la Roumanie, nous ne les verrons pas. » Les objections polonaises à cette attitude étaient les seuls obstacles pour la Roumanie. « Quand Bonnet dit à l'envoyé polonais [Łukaszewicz] : « Si la Pologne ne veut pas [...] aider la Tchécoslovaquie, alors au moins qu'elle n'entrave pas la Roumanie », l'ambassadeur me fit comprendre que la Pologne ne tomberait pas d'accord sur ce point, et que la Roumanie ne pouvait prendre aucune décision sans son consentement. » Bonnet pensait que la Pologne pouvait changer sa position, dit Litvinov, « mais cela fait longtemps qu'on entend cet air-là ». Du reste, Litvinov rapporta un autre refrain français : « Bonnet confirme que la France n'a pas fait pression sur la Tchécoslovaquie et n'entend pas le faire<sup>66</sup>. » C'était faux.

Le compte rendu de la rencontre par Bonnet reflète la réserve de Litvinov, bien que le commissaire eût répété la position soviétique déjà décrite dans son entretien avec Payart. Lorsque Bonnet s'enquit de l'ampleur du soutien terrestre et aérien soviétique, Litvinov répondit que cela devait être discuté lors de rencontres au niveau militaire. Bonnet en conclut que l'URSS subordonnait son action à l'approbation de la SDN et au consentement de la Roumanie, et que tout cela lui fournissait une clause de retrait au moment où la France allait s'engager. Les conclusions de Bonnet sont surprenantes. Tout d'abord parce que Litvinov ne s'enfermait pas dans la structure de la SDN : il considérait l'action de la SDN comme une stratégie parmi d'autres, permettant d'attirer la Roumanie de son côté, éventualité envisagée par Comnen<sup>67</sup>. En second lieu, Bonnet n'avait pas la moindre intention d'impliquer la France dans le soutien des Tchécoslovaques ; donc il n'y avait aucun risque de voir l'URSS se défilier, puisque c'est ce que la France et la Grande-Bretagne avaient déjà fait. De plus, dans le compte rendu par Bonnet de sa rencontre avec Comnen, ce dernier confirma que la Roumanie tirerait quelques salves mal ajustées en direction des avions soviétiques et que l'on en resterait là. Mais Comnen répéta que la Roumanie était gênée dans sa capacité de manœuvre par la Pologne, laquelle détenait les clés à l'est du soutien de la Tchécoslovaquie<sup>68</sup>. Il est bon de mentionner un autre point : Litvinov était bien plus réservé avec Bonnet que Potemkine et Coulondre l'avaient été l'un envers l'autre. Cette divergence peut s'expliquer probablement par le plus grand intérêt porté par Coulondre à la coopération franco-soviétique. Quant à Potemkine, il est inconcevable qu'il ait pu être si positif, *d'après son propre compte rendu*, sans l'aval de ses supérieurs.

La perspective d'une guerre créait à Genève une ambiance fiévreuse. « La SDN n'est désormais plus qu'un club antidictateurs », rapporta le député conservateur influent Henry Channon. « Le bar et les salons d'accueil du bâtiment de la SDN fourmillent de Russes et de juifs comploteurs qui dominent la presse, passant leur temps à répandre des rumeurs de guerre imminente. Mais, avec Neville [Chamberlain] à la barre, je ne les crois pas. Il se trouvera bien une porte de sortie. » Channon parlait de réceptions grandioses, comme si elles devaient être les dernières avant la guerre, tout à fait comme le grand bal précédant la bataille de Waterloo. La SDN était une « fumisterie », et Litvinov « un redoutable

intrigant », bien que pas « aussi diabolique que Maiski ». On entendit Litvinov dire au premier ministre républicain espagnol qu'il valait mieux espérer la guerre, sinon « vous êtes foutus<sup>69</sup> ».

Coulondre apprit rapidement l'échec de la rencontre Bonnet-Litvinov et informa confidentiellement Fierlinger, son homologue tchécoslovaque. Il doit s'agir d'un malentendu, pensa Coulondre, à la suite de la déclaration que lui fit Potemkine ce même jour. Fierlinger alla ensuite voir Potemkine, qui pensait qu'il n'y avait pas de méprise, mais plutôt un « jeu » délibéré de la part de Bonnet. Fierlinger demanda à Potemkine de répéter la promesse antérieure du gouvernement soviétique, ce qu'il fit<sup>70</sup>. Coulondre télégraphia à Paris que, d'après Litvinov, Bonnet avait rejeté les propositions soviétiques et que, d'après la déclaration de Potemkine à Fierlinger, la France ne désirait pas de collaboration avec les Soviétiques. Mais Coulondre croyait davantage le compte rendu de la rencontre donné par Bonnet que celui des Soviétiques ; il demanda que l'on alerte Prague. La question des entretiens d'états-majors doit être étudiée « sans retard », recommanda Coulondre, afin de dissiper toute ambiguïté<sup>71</sup>. Apparemment l'ambassadeur de France ne comprenait pas, ou ne disait pas, que la réserve de Bonnet avait entraîné la méfiance de Litvinov et, en fait, la propre réticence du commissaire. Il ne fait aucun doute que les réserves de Litvinov avaient facilité la tâche de Bonnet. Toutefois, s'il était allé plus loin, Litvinov aurait fait le jeu de la presse française en faveur de l'*appeasement*, laquelle presse était toujours prête à accuser l'URSS de vouloir la guerre et de promouvoir la désolation et la révolution. Les diplomates soviétiques ne pouvaient pas gagner : ils étaient soit des planqués soit des va-t-en guerre. Potemkine tira la conclusion que « les Français continuent à jouer les imbéciles<sup>72</sup> ».

Il ne fait aucun doute que Bonnet faisait l'imbécile, mais pas Coulondre ni Payart, qui firent tout leur possible pour améliorer la situation. À la suite de la conférence de Munich, Maiski rapporta à Moscou que, selon des sources suédoises, Payart avait envoyé un compte rendu immédiat de sa conversation avec Litvinov et attendait des instructions en provenance de Paris. Mais Payart ne reçut jamais rien, pas même un accusé de réception de son rapport. Il était hors de lui et confia au ministre suédois à Moscou que Bonnet « cherchait ostensiblement à cacher le contenu de la conversation aux membres du gouvernement

français». Pas seulement à ces derniers, ajouta Maiski, mais aussi aux diplomates français à l'étranger : « Je fus étonné d'apprendre que Corbin, par exemple, n'était pas au courant de la rencontre Payart-Litvinov cinq jours après son déroulement<sup>73</sup>. »

Les diplomates tchécoslovaques avaient une meilleure perception des positions respectives de Bonnet et de Litvinov. « D'après une source bien informée », Masaryk rapporta que Bonnet avait dit à l'ambassadeur britannique à Paris qu'il était « nécessaire de préserver la paix, même si la Tchécoslovaquie devait être sacrifiée ». « La France n'est ni prête ni décidée à se battre », aurait-il ajouté. Le rapport de Masaryk était fidèle : Bonnet fit bien cette déclaration à l'ambassadeur de Grande-Bretagne le 13 septembre. Phipps fit remarquer que Bonnet « semblait avoir perdu complètement le contrôle de ses nerfs ». Le ministre tchécoslovaque à Berlin tira une conclusion similaire : « La paix sera sauvée, mais au prix de la Tchécoslovaquie. » Fierlinger, d'autre part, nota que la politique soviétique reposait sur le postulat que des concessions faites à des pays agresseurs ne faisaient que renforcer l'impression de faiblesse et aiguïser l'appétit des agresseurs en quête de nouvelles proies<sup>74</sup>.

Litvinov tira ses propres conclusions. Le 14 septembre à Genève, il vit Herriot et Paul-Boncour, les architectes du rapprochement franco-soviétique. Il répéta ce qu'il avait dit à Payart et dont ses collègues « ne semblaient pas suffisamment informés ». D'après Litvinov, Herriot était extrêmement pessimiste : « [...] il parla confidentiellement de la faiblesse de la France [...] et même de sa difficulté à jouer un rôle de grande puissance. » La conclusion s'imposait : « Il ne fait aucun doute que la Tchécoslovaquie sera trahie ; la seule question est de savoir si elle va s'y résigner<sup>75</sup>. » Fierlinger entendit parler de cette rencontre par Potemkine : « Herriot et Paul-Boncour furent surpris par l'attitude ferme et déterminée de l'URSS [...]. Bonnet a tout dissimulé [...] »<sup>76</sup>.

## VII

Tôt le 15 septembre 1938, Chamberlain et Horace Wilson se rendirent en avion à Berchtesgaden pour négocier avec Hitler le sort de la Tchécoslovaquie. Chamberlain n'avait discuté de sa mission ni avec les Français ni avec les Tchécoslovaques, mais il accepta le principe de la cession d'une

partie du territoire tchécoslovaque à l'Allemagne. La réaction d'effroi des Soviétiques face à ce fait nouveau fut transformée par la rumeur et ensuite par les journaux moscovites. Coulondre fit savoir que le gouvernement soviétique craignait un pacte des quatre puissances (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie) dirigé contre lui. À Moscou, commenta Coulondre, des bruits commencent à circuler selon lesquels, si un tel accord est conclu, l'URSS réexaminera sa politique étrangère et dénoncera son pacte avec la France. Coulondre prévint une nouvelle fois ses supérieurs qu'une des options politiques soviétiques était un rapprochement avec l'Allemagne. Pour éviter ce danger, la France devait faire tout son possible pour ne pas s'aliéner le gouvernement russe<sup>77</sup>.

La consternation des Soviétiques apparut également à Genève, où Litvinov condamna les pourparlers de Chamberlain avec Hitler : les Tchécoslovaques, comme les Éthiopiens, ne devaient faire confiance à aucune promesse britannique. Chamberlain se trompait, dit Litvinov, s'il pensait qu'une nouvelle capitulation pouvait sauvegarder la paix. La cession des Sudètes à l'Allemagne allait conduire uniquement à la disparition de la Tchécoslovaquie. La capitulation franco-britannique était synonyme d'une perte de plus en plus grande de prestige et d'influence. Hitler n'allait pas s'en tenir là ; il ferait d'autres demandes et la guerre éclaterait inévitablement, et ce, dans des conditions bien plus défavorables pour la France et la Grande-Bretagne<sup>78</sup>. Certains conservateurs comme Channon par exemple avaient une vision différente du voyage de Chamberlain à Berchtesgaden. Channon participait à un dîner diplomatique à Genève lorsque la nouvelle de l'initiative du premier ministre arriva. « L'assemblée se leva électrisée, comme tout le reste du monde devait l'être, et but à sa santé. Il faut passer l'Histoire au crible afin de trouver semblable exemple<sup>79</sup>. »

Le 18 septembre, deux jours après le retour de Chamberlain de Berchtesgaden, le chef d'état-major de l'Air français, le général Joseph Vuillemin, envoya à Daladier une estimation très négative et pessimiste de la force aérienne française. En août, il avait visité l'Allemagne où ses homologues avaient fait un étalage impressionnant de leur puissance, ce qui avait eu l'effet intimidant désiré<sup>80</sup>. Avec ce pessimisme très présent à l'esprit, Daladier et Bonnet allèrent à Londres pour rencontrer les Britanniques. Daladier se livra à son petit numéro habituel de refus, puis finit

par accepter la cession du territoire tchécoslovaque. Les Britanniques et les Français s'entendirent sur une proposition à adresser au gouvernement tchécoslovaque réclamant une cession de territoire là où plus de la moitié de la population était allemande. La nouvelle se propagea rapidement. Fierlinger envoya son compte rendu à Moscou :

La politique française se caractérise ici comme une trahison pure et simple. C'est l'opinion d'une large majorité du corps diplomatique. Potemkine fait savoir qu'à Londres, le plus grand lâche s'avéra être Bonnet qui parla de l'aviation française inadaptée et du manque d'enthousiasme de l'URSS à nous aider. L'opinion personnelle de Potemkine se résume au fait que le pacte franco-soviétique est désormais inutile. Évidemment, demain, les Soviétiques vont dénoncer la supercherie de Bonnet.

Le pacte avec la France « ne vaut pas un clou », remarqua Maiski d'un ton caustique<sup>81</sup>.

Litvinov révéla « la supercherie de Bonnet », le 21 septembre, lors d'un discours à la Société des Nations, dans lequel il fit état des déclarations à Payart et à Coulondre à Moscou<sup>82</sup>. Deux jours plus tard, il réaffirma la position soviétique dans une rencontre avec Wilson et Edward lord De La Warr, lord du Sceau privé. Selon Litvinov, les Britanniques posèrent les sempiternelles questions sur les intentions de l'URSS. Exaspéré, il répéta ce qu'il avait dit dans son discours deux jours auparavant. Les hauts représentants officiels français et britanniques montrent pas mal d'audace, répliqua Litvinov, en demandant à l'URSS ce qu'elle serait susceptible de faire, alors que leurs gouvernements respectifs méprisent l'URSS et ne la tiennent pas informée, au moment même où le sort de l'Europe est en jeu. Il voulait savoir ce que la France et la Grande-Bretagne comptaient faire. Lorsque De La Warr insista sur les actions militaires potentielles envisagées par le gouvernement soviétique, Litvinov répondit qu'il s'agissait de problèmes à discuter entre états-majors, mais que l'URSS ne voulait pas bouger avant la France, « tout particulièrement après ce qui s'est passé ces derniers jours ». De La Warr informa Litvinov en privé des divergences au sein du gouvernement britannique et l'assura que Daladier et Bonnet étaient devenus un peu plus déterminés. Litvinov resta sceptique : ces deux-là, spécialement Bonnet, pensa-t-il, défendent « à Londres des positions encore plus capitulationnistes que Chamberlain ». Pourtant,

Litvinov désirait toujours encourager une politique franco-britannique plus forte<sup>83</sup>. Il souhaitait aussi une position soviétique solide. Dans un télégramme différent daté du même jour, il recommanda, en effet, une mobilisation partielle soviétique, peut-être conjointement avec la France. Selon lui, les choses étaient allées trop loin pour que l'on puisse faire fuir Hitler avec de simples déclarations communes ; il fallait recourir à une action plus musclée, et ce, rapidement<sup>84</sup>.

Aucun des efforts déployés par Litvinov ne put stopper l'irrésistible force de la capitulation. Le 21 septembre, le gouvernement tchécoslovaque lâchait prise face aux fortes pressions exercées par les Franco-Britanniques et acceptait de céder une partie de son territoire à l'Allemagne. La France et la Grande-Bretagne, en effet, avaient menacé d'abandonner la Tchécoslovaquie si elle ne cédait pas. Mandel et Reynaud s'efforcèrent en sous-main d'encourager Beneš à la résistance, mais sans résultat. Le 22 septembre, Chamberlain se précipita à Godesberg pour faire part à Hitler de la bonne nouvelle, juste le temps de se rendre compte que le führer avait augmenté ses prétentions et agitait la menace d'un conflit avant la fin du mois de septembre si la Tchécoslovaquie n'acceptait pas sur-le-champ l'occupation du territoire des Sudètes par les Allemands.

À Paris, trois ministres, Mandel, Reynaud et Jean Champetier de Ribes, envisagèrent de démissionner en signe de protestation contre la politique française. Mais, le 24 septembre, les Tchécoslovaques décrétèrent la mobilisation, les Français commençant à rappeler des réservistes. Mandel expliqua à Souritz que l'annonce de sa démission avait été reportée. Bonnet était le principal responsable de la « capitulation » française, dit Mandel. Il avait « déformé la position de l'URSS, et en particulier caché la proposition [de Litvinov] demandant une rencontre des états-majors ». On ne pouvait pas non plus se fier à Daladier ; il était « faible et indécis ». D'après Souritz, le groupe « Mandel-Reynaud » avait préparé un réquisitoire contre le défaitisme de Bonnet. La situation s'en trouvait ainsi améliorée<sup>85</sup> !

Phipps faisait toujours pression sur les hommes politiques français en faveur de la position britannique. Il signala à Herriot que les purges avaient affaibli l'Armée rouge, bien qu'apparemment il n'ait pas entendu parler du succès remporté par les troupes soviétiques contre le Japon à la frontière mandchoue. Herriot rétorqua : « Pendant la Révolution, nous

avons exécuté beaucoup de généraux et cela a donné de bons résultats. Je pense que les armées françaises auraient encore été meilleures si l'on avait supprimé davantage de généraux<sup>86</sup> ! » En fait, pour Herriot, l'effet des purges sur l'Armée rouge ne faisait pas une grande différence : la France avait besoin de l'alliance avec les Soviétiques contre l'Allemagne. C'était son « idée fixe » depuis les années 20.

À Londres, Halifax dit à Masaryk, le 24 septembre, que, pour le premier ministre britannique, Hitler était quelqu'un avec qui on pouvait s'entendre et que celui-ci, après avoir obtenu les Sudètes, laisserait l'Europe en paix. Halifax dut répéter ses propos, car Masaryk n'en croyait pas ses oreilles. Le ministre tchécoslovaque fit un rapport plus détaillé au chargé d'affaires soviétique qui le communiqua à Moscou. C'est « la vente aux enchères Hitler-Chamberlain », dit Masaryk à Churchill<sup>87</sup>. Le lendemain, Vorochilov informa l'attaché militaire soviétique à Paris d'une mobilisation russe partielle à la frontière polonaise et le chargea de passer l'information à Gamelin. À la fin septembre, la mobilisation soviétique était massive, avec soixante divisions d'infanterie, seize divisions de cavalerie, trois corps blindés, vingt-deux brigades blindées et dix-sept brigades aériennes disposées le long des frontières polonaise et roumaine<sup>88</sup>. Restait à savoir si, ou dans quelles circonstances, ces forces seraient mises en branle. L'effort soviétique était bien plus considérable que celui des Britanniques, qui ne pouvaient envoyer en France que deux divisions aux dotations incomplètes — et qui n'étaient même pas mobilisées.

Lorsque Chamberlain revint à Londres, il trouva un Cabinet réticent qui ne voulait pas céder à l'ultimatum de Hitler. Daladier et Bonnet firent un autre « pèlerinage » à Londres pour une rencontre peu concluante où le premier ministre français était aussi réticent que le Cabinet britannique. Le 26 septembre, le Foreign Office publia un communiqué prévenant que, si Hitler attaquait la Tchécoslovaquie, la France serait obligée de se porter à son secours, la Grande-Bretagne et l'URSS se rangeant à ses côtés. On aurait pu penser que le communiqué serait bien accueilli à Paris. Bonnet ne l'apprécia pas du tout. Il tenta d'en interdire la parution dans la presse française et répandit la rumeur qu'il s'agissait d'un faux dû à Vansittart. Cette interprétation fut évidemment relayée sur tous les toits par la presse gagnée à l'*appeasement*. Bonnet pensait que Mandel,

Reynaud et leurs amis étaient « fous ». Il en appela aux députés à la Chambre: « Vous [...] devez stopper cette guerre; nous allons droit au désastre. Cette guerre serait un crime. » Bonnet avait de bonnes relations dans la presse; il encouragea celle-ci à s'opposer à une ligne dure contre l'Allemagne<sup>89</sup>.

Chamberlain, lui non plus, n'apprécia pas le communiqué. Il s'acharna à convaincre par la ruse ses collègues opposés à la capitulation. Wilson retourna à Berlin le 26 septembre avec une nouvelle lettre de Chamberlain pour voir un Hitler en colère menaçant encore d'entrer en guerre à la fin du mois si la Tchécoslovaquie ne capitulait pas. À Paris, le directeur politique du Quai d'Orsay, René Massigli, opposé à Bonnet, entendit parler de cette dernière initiative et la présenta à Osuský comme une autre proposition aux dépens de la Tchécoslovaquie<sup>90</sup>. Ce même jour, Vuillemin présentait un rapport au ministère de l'Air concluant que l'armée de l'Air française n'avait aucune chance contre la Luftwaffe. À nouveau, les Français surestimaient l'ennemi et oubliaient les forces armées tchécoslovaques et soviétiques. Ils n'auraient pas été seuls face au « colosse allemand » comme l'appelait le conservateur Channon. En réalité, il y avait une corrélation directe entre le refus de combattre et le refus de le faire aux côtés de l'URSS. En octobre, après la crise de Munich, Vuillemin opina que la France devrait « rompre avec les Soviets<sup>91</sup> ».

Le 27 septembre, Souritz avisa Moscou que Bonnet cherchait encore quelque « nouveau compromis » en offrant davantage de concessions territoriales à Hitler. Et Souritz d'ajouter: « Selon des sources proches de Mandel, nous savons que Bonnet a encore déclaré au Conseil des ministres aujourd'hui que la France n'était pas prête, qu'elle subirait des attaques sur trois fronts [...]; même Daladier était exaspéré; mais avec Mandel il y eut une altercation<sup>92</sup>. » On s'insultait aussi dans les rues de Paris. Flandin, l'ancien premier ministre, fit afficher sur les murs de la capitale: « Français, on vous trompe! [...]. Un piège sournois vous est tendu [...] par des éléments occultes rendant la guerre inévitable[...]. » C'était presque un appel à l'insoumission; la police reçut l'ordre d'arracher les affiches, ce qui n'empêcha pas malgré tout Bonnet de recevoir Flandin au Quai d'Orsay<sup>93</sup>.

## VIII

Il se produisit un rebondissement le 22 septembre, lorsque le gouvernement français observa des mouvements de troupes allemandes s'éloignant de la frontière polonaise et des concentrations de troupes polonaises à la frontière tchécoslovaque. Les Français en conclurent que nazis et Polonais coopéraient ou au moins étaient de connivence : l'Allemagne comptait sur la neutralité polonaise et la Pologne sur l'occupation du district de Teschen au moment de l'avance des troupes allemandes vers les Sudètes. Ce même jour, Krofta informa Aleksandrovski des concentrations de troupes polonaises et demanda au gouvernement soviétique de menacer la Pologne de dénoncer le pacte de non-agression soviéto-polonais de 1932<sup>94</sup>.

Le gouvernement soviétique avait dû avoir confirmation de ces mouvements de troupes, car, tôt le lendemain, Potemkine convoqua le chargé d'affaires polonais pour lui signifier la mise en garde demandée par Krofta<sup>95</sup>. Il avisa également l'ambassadeur de France de la démarche soviétique. Dans la conversation qui s'ensuivit, Coulondre exprima son optimisme prudent dans un revirement de la politique franco-britannique. Il espérait que la France et la Grande-Bretagne ne feraient plus de concessions à Hitler, confiant à Potemkine qu'il considérait les pactes français et soviétiques avec la Tchécoslovaquie comme entièrement opérationnels. « Coulondre pense que nous devons dissiper l'atmosphère de méfiance mutuelle qui règne entre l'URSS et la France », affirma Potemkine. L'ambassadeur souligna qu'en cas de virage de la politique française — ce qu'il espérait — les deux pays pourraient alors travailler en étroite collaboration. Personne ne sera surpris d'apprendre que Coulondre ne partagea pas ses espoirs avec Bonnet<sup>96</sup>.

L'avertissement soviétique n'éteignit pas la convoitise polonaise pour Teschen. Les Polonais présumaient que les la France et la Grande-Bretagne abandonneraient la Tchécoslovaquie et que par conséquent l'URSS ne ferait rien. Mais la position polonaise dérangeait les Français et les Britanniques, parce qu'elle pouvait faire déboucher la crise sur une guerre où la Pologne serait du côté des nazis. La presse soviétique rafraîchit la mémoire des Polonais. Il y avait des minorités ailleurs qu'en Tchécoslovaquie, firent remarquer les *Izvestia*, notamment une minorité

ukrainienne en Pologne. Que dirait le colonel Beck si ces Ukrainiens réclamaient la tenue d'un référendum pour déterminer leur avenir<sup>97</sup> ?

Le colonel Józef Beck était le ministre polonais des Affaires étrangères et un subordonné-clé du maréchal Józef Pilsudski, le leader nationaliste polonais mort en 1935. Beck entama sa carrière comme soldat pendant la Première Guerre mondiale, mais après la guerre on fit de plus en plus appel à lui pour des tâches diplomatiques ; en 1932, il devint ministre des Affaires étrangères. Comme Pilsudski, Beck était un nationaliste qui espérait redonner à la Pologne sa splendeur et sa puissance des *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles. Leurs efforts furent infructueux, cet échec rendant les nationalistes polonais amers et agressifs. Malgré cela, ils avaient tendance à gérer les affaires de l'État comme si la Pologne était une grande puissance — une conduite risquée dans les années 30 avec une Allemagne nazie de plus en plus forte et gourmande. Beck pencha en faveur de l'Allemagne, ce qui eut pour conséquence d'opposer la Pologne à l'URSS. Le gouvernement polonais voulait dompter l'indomptable, et finalement s'y cassa les dents. En se brouillant avec l'URSS, la Pologne allait au devant d'un grand danger.

Beck était la bête noire d'à peu près tout le monde en Europe. Les Français et les Britanniques s'en méfiaient ; c'était d'ailleurs réciproque. En privé, c'était un dandy arrogant qui aimait la boisson et les belles femmes. Litvinov le considérait comme un proxénète nazi. Néanmoins, aussi longtemps que l'URSS poursuivit une politique de sécurité collective et de relations étroites avec la France, elle chercha périodiquement à améliorer ses liens avec les Polonais. Car le gouvernement soviétique savait que la Pologne était l'une des clés des appréhensions françaises à l'égard du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. Beck était fermé aux ouvertures soviétiques. L'opposition polonaise à la sécurité collective et sa collusion avec l'Allemagne irritaient profondément les diplomates soviétiques et français. Tout cela eut finalement pour résultat la disparition de la Pologne en septembre 1939.

Dans une réunion avec l'ambassadeur britannique, le 24 septembre, Beck affirma que la Pologne ne « se lierait pas les mains » concernant Teschen. « Le gouvernement polonais, dit-il, n'avait pas d'intentions belliqueuses, mais elle n'admettrait pas que, les exigences de l'Allemagne étant satisfaites, la Pologne ne reçût rien. » En d'autres mots, il n'avait pas

l'intention de laisser l'Allemagne être l'unique bénéficiaire du démembrement de la Tchécoslovaquie. De toute façon, ajouta Beck, il n'y a rien à craindre, car le gouvernement tchécoslovaque a indiqué verbalement au ministre polonais à Prague qu'il acceptait le principe d'une cession de territoire à la Pologne. Les Polonais avaient d'autres moyens d'envoyer leur message à Paris : lorsque l'attaché militaire français demanda des renseignements sur les mouvements de troupes allemandes, son homologue ne put pas dire grand-chose étant donné la position française sur Teschen. Si l'Allemagne pénétrait en Tchécoslovaquie, ajouta cet officier polonais, la Pologne profiterait de la situation pour agir selon ses propres intérêts.

L'ambassadeur de France à Varsovie, Léon Noël, rapporta que le gouvernement polonais était partagé entre les modérés et les radicaux sur la question de Teschen. Les modérés ont le dessus pour le moment, dit Noël. Dès lors, pour empêcher les radicaux de reprendre le contrôle, la France doit encourager les Tchécoslovaques à accepter les demandes polonaises. Selon Noël, les Tchécoslovaques espéraient une action polonaise qui aurait eu pour résultat de déclencher une intervention soviétique. Mais alors cette initiative allait avoir comme conséquence de jeter la Pologne dans le camp allemand et de provoquer une guerre idéologique en compagnie de l'Italie. Coulondre contredit le raisonnement de Noël : si la Pologne attaque la Tchécoslovaquie, elle aura déjà lié son destin à celui de l'Allemagne nazie, l'intervention soviétique n'étant qu'une riposte. En ce qui concerne l'Italie, l'action soviétique, au contraire, aurait plutôt tendance à dissuader celle-ci de prendre part au conflit. En dépit de l'avis de Coulondre, Bonnet était disposé à agir comme intermédiaire pour persuader les Tchécoslovaques de céder Teschen si la Pologne « changeait de camp<sup>98</sup> ».

## IX

Tandis que ce spectacle indigne se déroulait, Coulondre, les 24 et 27 septembre, recommanda à Paris de faire commencer immédiatement les discussions d'états-majors avec l'URSS. Malgré le soutien dont jouissait l'initiative de Coulondre au Quai d'Orsay, le chef d'état-major adjoint, le général Colson, n'aimait pas voir l'Armée rouge masser ses troupes à la

frontière polonaise, étant donné que la Pologne balançait toujours entre les deux camps. Mais au plus fort de la crise, le 28 septembre, Bonnet envoya promener Coulondre : il était d'accord pour qu'un échange de renseignements ait lieu entre l'attaché militaire soviétique à Paris et l'état-major général français, mais c'était tout. Évidemment, ce n'était pas ce que Coulondre et Litvinov avaient en tête<sup>99</sup>.

Pendant que Bonnet s'efforçait d'éviter les discussions militaires, le gouvernement tchécoslovaque rejeta l'ultimatum de Hitler, trop dur à avaler. Le 28 septembre, les quotidiens londoniens du matin annonçaient la mobilisation de la flotte, alors que l'Armée rouge continuait à concentrer ses forces à la frontière polonaise. La guerre était proche. Cependant, Chamberlain sauva la paix au dernier moment en demandant une autre rencontre avec le führer et en faisant intervenir Mussolini en sa faveur. Dans l'après-midi du 28, Chamberlain fut soulagé d'apprendre que Hitler avait accepté de le rencontrer à Munich. Maiski rapporta : « Chamberlain se prépare à une nouvelle capitulation [...] ». Les conservateurs le prirent mieux que Maiski, comme le nota Channon : après l'annonce de la nouvelle à la Chambre des communes, les députés « se levèrent et manifestèrent bruyamment leur joie. Nous étions debout sur nos bancs, agitant nos ordres du jour, criant jusqu'à en perdre haleine [...]. » Neville affrontait seul « les chiens de guerre, dit Channon : on aurait dit l'incarnation de saint Georges ». Halifax dit à Maiski, le 29 septembre, que Chamberlain avait accepté d'aller à Munich sans consulter les Français. Le gouvernement britannique n'envisageait pas de participation soviétique, sachant que Hitler ne l'accepterait jamais et que les « dernières chances » d'éviter la guerre seraient alors perdues<sup>100</sup>.

On connaît aujourd'hui le résultat de la conférence de Munich. Hitler obtint tout ce qu'il voulut à part quelques concessions mineures. Chamberlain pensa que c'était une grande victoire pour la raison et l'entente anglo-germanique<sup>101</sup>. Il ne restait plus qu'un détail à régler : les visées polonaises sur Téschen. Le 30 septembre, le gouvernement polonais envoya un ultimatum. Bonnet n'apprécia pas, surtout après avoir assuré l'ambassadeur de Pologne à Paris, Lukaszewicz, que le gouvernement français ferait tout son possible pour obtenir « un règlement [à l'] amiable ». Bonnet avala son irritation et pressa le gouvernement tchécoslovaque d'accepter. Paradoxalement, il fit observer que les Polonais

pourraient bien regretter un jour leur geste, quand ils se verraient soumis à la même médecine<sup>102</sup>. À Moscou, Coulondre n'était au courant de rien ; il téléphona à Potemkine pour se renseigner. « C'est une nouvelle capitulation », répondit Potemkine. Les Tchécoslovaques ont cédé, ajouta-t-il, et les Polonais font déjà route vers le district de Teschen. Selon Coulondre, Potemkine laissa sous-entendre que la capitulation tchécoslovaque avait éliminé toute base d'une intervention soviétique<sup>103</sup>. Quelques mois plus tard, la Pologne d'agresseur devint victime. « À genoux dans l'infamie, dit Churchill, le vautour polonais a picoré les restes de la charogne nazie<sup>104</sup>. »

## X

C'était fini. On avait abandonné la Tchécoslovaquie. Alors Prague capitula. Toujours selon Churchill, « le dictateur allemand se repaît d'une nourriture qu'il n'a même pas eu à chaparder, mais qu'on lui a servie sur un plateau ». Il ne restait plus qu'à faire le bilan. Chamberlain était tout à fait satisfait de son œuvre, bien que « agréablement fatigué » après tant d'efforts. C'est « la paix dans l'honneur », « une ère de paix », déclara-t-il à la foule londonienne. Ils l'acclamèrent sur l'air du « bon vieux Neville »<sup>105</sup> ! À la Chambre des communes, début octobre, Chamberlain cria victoire et proclama le commencement d'une entente anglo-allemande. Alfred Duff Cooper, premier lord de l'Amirauté, démissionna en signe de protestation ; Churchill et d'autres condamnèrent l'accord de Munich comme une défaite totale et catastrophique. Churchill fut le plus virulent : « C'est la conséquence la plus grave de nos actions et de notre inaction durant les cinq dernières années — cinq années de bonnes intentions futiles, cinq années de recherche de la moindre résistance, cinq années de recul ininterrompu de la puissance britannique [...]. Ne soyons pas aveugles devant tout cela. » Par la suite, il lança à Chamberlain : « Le gouvernement a dû choisir entre la guerre et la honte. Il a choisi la honte, mais il aura aussi la guerre. » Churchill avait raison. Toutefois, la Chambre vota par 366 voix contre 144 en faveur de la politique du gouvernement. Le député Channon appela Neville « l'homme de notre époque », Churchill, Duff Cooper et les autres n'étaient que « ce petit groupe de beaux gars [...] cherchant à torpiller le premier ministre [...] »<sup>106</sup>.

La situation en France était à peu près semblable : le public était largement soulagé que la guerre ait pu être évitée. Un Daladier sombre et honteux arriva à l'aéroport du Bourget s'attendant à être conspué par la foule qui l'attendait. Mais on l'acclama. « Les cons ! », l'entendit-on murmurer. La droite jura de se venger de Mandel et de Reynaud pour avoir entraîné la France à deux doigts de la guerre. En cas de guerre, « il faut que nos premières balles soient pour Mandel, Blum et Reynaud », disait une épigramme. Il s'agissait de deux Juifs et d'un renégat contre sa classe. Le 4 octobre, le vote à la Chambre des députés en faveur de Munich était de 535 contre 75. Au tableau d'honneur des opposants figuraient Henri de Kérillis à droite, Jean Bouhey, un socialiste, et les soixante-treize députés communistes, à gauche. Même Blum se réjouit de la préservation de la paix. Les communistes furent traités de fauteurs de guerre à la solde de Moscou. Français, ne désespérez pas, disait la presse de droite : seuls les va-t-en guerre de Moscou ont subi une défaite. Le communisme, c'est la guerre, et la guerre c'est le communisme<sup>107</sup>. Après tout cela, peut-on encore clamer : « Deux hourras pour l'*appeasement* » ?

Maiski résuma la situation : « La SDN et la sécurité collective sont mortes. » Une ère nouvelle s'ouvrait où la force brute et la manière forte allaient régner en Europe<sup>108</sup>. Litvinov, de retour de Genève, eut un entretien inévitable à Paris avec Bonnet, qui cherchait à justifier Munich par le besoin de gagner du temps pour réarmer. Je doute, répliqua Litvinov, que du temps pour le réarmement compensera la perte de l'armée tchécoslovaque avec son million et demi d'hommes et sa position stratégique en Europe<sup>109</sup>. Le commentaire de Litvinov — une réponse indirecte à Vuillemin — n'était que le prélude à l'impitoyable analyse soviétique qui allait suivre. Dans des mots rappelant ceux de Churchill, les *Izvestia* firent observer que la capitulation franco-britannique, ayant apparemment évité la guerre, ne faisait que la rendre plus inéluctable et que la France et la Grande-Bretagne devraient la mener un jour dans des conditions bien plus défavorables. Le *Journal de Moscou*, publication officielle en français, allait plus loin : « Après la capitulation de Munich, qui croira à la parole de la France, qui restera son allié ? » Les Français s'étaient isolés. Mais l'URSS elle-même craignait l'isolement, comme le rapporta Coulondre à Paris, et cette situation était dangereuse pour la France<sup>110</sup>.

Coulondre nota qu'avec la « neutralisation » de la Tchécoslovaquie, la voie du sud-est s'ouvrait à l'Allemagne nazie. Qui pourrait arrêter les Allemands désormais ? Hitler allait-il se tourner vers l'Ukraine ? Le gouvernement soviétique envisageait certainement ces questions. Il conclut que la France et la Grande-Bretagne ne s'opposeraient pas à l'expansion allemande en Europe centrale ou en Europe de l'Est. Il considérait la déclaration commune d'intention pacifique signée par Chamberlain et Hitler le 30 septembre — que Chamberlain avait agitée devant la foule londonienne — comme une offre britannique de faciliter les ambitions allemandes à l'est, à condition de laisser l'Europe de l'Ouest en paix. Cette « complicité », perçue comme telle à Moscou, fit de Munich une arme pointée sur l'URSS.

Coulondre s'interrogea sur les options soviétiques. Moscou avait perdu toute confiance dans la sécurité collective, mais ne la dénonçait pas ouvertement, du moins pour le moment. La seule autre option était un rapprochement germano-soviétique aux dépens de la Pologne. Une telle politique était un pis-aller, mais avait des chances de faire oublier l'URSS à Hitler, du moins pendant un certain temps. « J'ai lieu de penser que cette idée occupe déjà l'esprit des dirigeants soviétiques, dit Coulondre. À plusieurs de mes collègues, M. Potemkine a répété ces jours-ci ce qu'il m'a dit à moi-même : "La Pologne prépare son quatrième partage". » Faisant écho à la vision soviétique, Coulondre conclut que le moral et le prestige français avaient été gravement ternis par la crise de Munich. La France allait se trouver dans un « péril mortel » si elle subissait une autre défaite de cet ordre<sup>111</sup>.

De Paris, Souritz dressa son propre bilan de l'étendue de la catastrophe pour la France. Rappelant la défaite cuisante de la guerre de 1870, il parla d'un « deuxième Sedan ». Sans tirer un seul coup de feu, l'Allemagne avait gagné plus de trois millions d'habitants, et acquis plus de vingt-cinq mille kilomètres carrés incluant usines et mines, alors que la France s'était privée de son plus fidèle allié en Europe centrale et d'un million et demi de soldats tchécoslovaques. L'extrême gauche s'exclama que la France avait été trahie par l'oligarchie financière aidée par des ministres comme Bonnet. Mais la vraie explication était plus compliquée. Il n'y avait pas de soutien populaire pour la Tchécoslovaquie, si ce n'est peut-être le sentiment embarrassant d'une obligation indésirable ; pas de prise de

conscience que le sort de la Tchécoslovaquie affectait les intérêts vitaux de la France. Au contraire, « [...] pendant des jours nous avons vu les scènes les plus honteuses où la couardise fut érigée en vertu par des foules en liesse, et où les capitulateurs furent glorifiés comme des héros nationaux ». Parmi les couches les plus passives de la population française, on était soulagé « d'avoir surmonté l'épreuve » et « évité finalement le cauchemar de la guerre ». « Les organisateurs de la capitulation » avaient savamment exploité la peur de la guerre profondément ancrée dans la population. Ce fut leur « atout le plus puissant » contre ceux qui espéraient une ligne plus dure face à Hitler.

Souritz voulait bien laisser aux historiens futurs la tâche de démêler les positions de chacun des participants à cette tragédie, mais il retourna aux thèmes de ses premiers rapports à Moscou. Parmi « les hommes de Munich » se trouvaient ceux qui envisageaient la guerre avec l'Allemagne à travers un prisme « idéologique ». Ils craignaient que la défaite de l'Allemagne ne menât au triomphe du bolchevisme, alors que l'URSS était une alliée de la France. Il n'y avait pas de concessions ou de sacrifices assez grands pour empêcher cette issue.

Toutes les informations hypocrites et fausses sur la faiblesse et le manque de préparation de l'URSS, toute cette campagne antisoviétique mensongère et calomnieuse, qui a été si abondamment et méthodiquement étalée dans la presse vénale, avait pour but non seulement de justifier la capitulation, mais aussi de cacher la peur de la droite devant le succès potentiel des armes soviétiques en cas de conflit.

La France devait se sauver de cet allié indésirable et encombrant. En fait, d'après Souritz, la droite française espérait provoquer une dénonciation du pacte d'assistance mutuelle par l'URSS. L'ambassadeur précisa prudemment que le gouvernement Daladier ne partageait pas entièrement le programme de la droite. La plupart des membres du gouvernement avaient capitulé par « peur et manque de confiance en leur force » et par peur de la défaite. Souritz conclut son rapport en faisant remarquer que, à l'exception de Mandel, aucun des chefs français actuels ne se sentait capable de mener une guerre moderne. « Aucun d'eux n'a la volonté, l'énergie, la poigne ou l'élan d'un Clemenceau ou même d'un [Raymond] Poincaré. » Munich a créé une situation complètement

nouvelle, dit-il, et il n'y a aucun moyen de prédire la nouvelle direction de la politique française<sup>112</sup>.

Les diplomates soviétiques étaient exaspérés par les allégations et les insinuations françaises et britanniques selon lesquelles l'URSS était faible et sans enthousiasme pour la défense de la Tchécoslovaquie. La France et la Grande-Bretagne n'étaient pas en position de critiquer ; lorsqu'elles le firent, le gouvernement soviétique considéra cela comme de l'hypocrisie pure et simple. Aussi, lorsque Edward lord Winterton, ministre britannique, fit une déclaration publique en ce sens au début octobre, Maiski alla directement protester auprès de Halifax<sup>113</sup>. L'ambassadeur aurait été encore plus en colère s'il avait su qu'au plus fort de la crise de Munich, le Foreign Office avait envoyé au Quai d'Orsay un rapport de son ambassade à Moscou dénigrant la puissance militaire soviétique suite aux purges. Le Quai d'Orsay, probablement Bonnet lui-même, divulgua l'information textuellement au quotidien anticommuniste *Le Matin*, mettant sérieusement dans l'embarras le Foreign Office (car on pouvait retracer l'origine du rapport et l'attribuer à Chilston). Il était, en effet, gênant d'être ainsi exposé, et par là même de justifier les allégations et les suspicions soviétiques. « Je commence à penser, nota Collier, qu'il n'y a pas d'issue honorable à cette impasse ! » C'est une pratique diplomatique traditionnelle que d'éviter de dire la vérité quand il le faut, et c'est ce que le Foreign Office demanda à Chilston de faire. Bien que le subterfuge n'ait pas amélioré les relations anglo-soviétiques, Winterton, à la demande de Halifax, « offrit un repas à Maiski et enterra la hache de guerre<sup>114</sup> ».

La colère du gouvernement soviétique ne fut pas aussi facilement apaisée. Coulondre en entendit encore parler à Moscou. Ayant été nommé ambassadeur à Berlin, il fit une visite d'adieu à Litvinov, et exprima ses regrets de n'avoir pas réussi à améliorer les relations franco-soviétiques. Litvinov fit observer que le gouvernement français, qui avait négocié un pacte d'assistance mutuelle avec l'URSS, avait systématiquement éludé les discussions militaires visant son renforcement, même quand la Tchécoslovaquie était menacée. « Je dois désormais conclure, dit-il, que le gouvernement français n'a jamais pensé concrétiser l'assistance envisagée dans les pactes [y compris avec la Tchécoslovaquie] et qu'il n'y a donc pas de raison de poursuivre des négociations en ce sens. » D'après le compte rendu de Litvinov, Coulondre répondit que

cette affirmation était trop catégorique, faisant remarquer que les Britanniques avaient dissuadé les Français de conclure un accord militaire. La précision était inutile : Litvinov était bien informé.

Lorsque Coulondre demanda ce qui pouvait encore être fait, Litvinov répondit que la position perdue en Tchécoslovaquie ne pouvait être ni récupérée ni compensée. C'était une défaite catastrophique. Les Franco-Britanniques étaient devant une alternative : capituler complètement, confirmant ainsi l'hégémonie de l'Allemagne en Europe, ou décider enfin de résister. Dans le premier cas, Hitler digérerait ses nouvelles conquêtes pendant un certain temps, puis se tournerait sans doute vers l'Empire britannique, trouvant probablement trop risqué d'attaquer l'URSS. Dans le deuxième cas, la France et la Grande-Bretagne devraient se tourner vers Moscou ; « ils essaieront alors de nous parler différemment<sup>115</sup> ».

Le compte rendu de Coulondre ne comportait pas le ton acerbe du commissaire soviétique. Il soulignait l'argument principal de Litvinov sur l'impossibilité d'un règlement général avec l'Allemagne et donc sur l'inéluclabilité d'une guerre. Selon lui, Litvinov insista sur la possibilité d'un rapprochement soviétique avec les nazis au cas où Hitler déciderait d'avancer vers l'ouest (bien que Litvinov ne l'ait pas mentionné dans son compte rendu). Sans doute Coulondre voulait-il ouvrir les yeux de Paris sur cette dangereuse éventualité. C'était en effet la deuxième option de Litvinov pour résister à l'Allemagne que Coulondre désirait examiner en pensant que l'URSS la préférerait. Il jugea que cette option offrait à l'URSS la seule vraie défense contre toute agression nazie. Mais Coulondre avertit — et les lecteurs devront s'en souvenir, quand nous aborderons la question des négociations en 1939 — que le gouvernement soviétique, ayant tiré les leçons des expériences passées, exigerait « des garanties précises d'assistance » dans tout accord futur avec la France et la Grande-Bretagne.

Au cas où le Quai d'Orsay aurait souhaité ne pas voir la réalité en face, Coulondre insista lourdement sur le danger d'un possible rapprochement germano-soviétique, en prédisant même d'imminentes prises de contact soviétiques officieuses à Berlin. Le prix d'un tel rapprochement — le seul susceptible de plaire à Hitler — était le partage de la Pologne. « La peur est mauvaise conseillère », dit Coulondre : l'URSS pourrait se tourner vers l'Allemagne faute d'alliés. Il établit ce qui aurait dû être le

programme franco-britannique pour les mois à venir en soulignant l'importance d'inciter la Pologne et l'URSS à la coopération contre leur véritable ennemi commun, l'Allemagne. La faiblesse de la France et de la Grande-Bretagne avait amené les Polonais et maintenant peut-être les Soviétiques, à composer avec Hitler. Il allait être difficile de persuader le gouvernement polonais d'envisager « une conception plus juste de ses intérêts vitaux » : la France devait essayer d'encourager la coopération militaire soviéto-polonaise dans une alliance plus large avec elle et la Grande-Bretagne. C'était la dernière chance de rétablir un équilibre en Europe ; elle ne devait pas être négligée. Le temps passe, dit-il, et nous devons « savoir de qui on attend un secours efficace et pour qui, en retour, on est prêt à se battre<sup>116</sup> ».

Le 18 octobre, Bonnet avoua à Souritz qu'il espérait de plus solides relations franco-soviétiques, mais Litvinov répliqua avec mépris : « La dernière déclaration de Bonnet [...] a aussi peu de sens que la déclaration franco-britannique selon laquelle "ils n'ont pas l'intention de nous exclure de la résolution des questions européennes". » Hitler décida de ces questions, et les Franco-Britanniques ne le contredirent pas. Chamberlain et Daladier feront n'importe quoi pour obtenir un accord avec l'Allemagne et l'Italie. Bien entendu, pour eux, ajouta Litvinov, il n'est pas profitable de rompre avec nous maintenant, car ils se priveraient alors d'un atout dans leurs négociations avec Berlin. » Le cas échéant, ils se tourneront vers l'URSS, si Hitler formule des exigences trop difficiles à avaler<sup>117</sup>. Ironiquement, cette vue de Litvinov reflétait celle de Coulondre. Litvinov donna pour instruction à Souritz de ne pas se laisser entraîner dans des discussions politiques sans but précis avec Bonnet, et de ne pas même exprimer d'opinion personnelle<sup>118</sup>.

Le départ de Coulondre de Moscou aurait dû être marqué par de chaleureux adieux, étant donné son engagement pour améliorer les relations franco-soviétiques. Mais l'amertume soviétique à propos des accords de Munich ne le permit pas. Le 19 octobre, le *Journal de Moscou* publia un autre article condamnant la capitulation de Munich : « La France a tout perdu en Europe, sans même qu'on puisse ajouter : "sauf l'honneur". » C'en était trop, conclut Coulondre. Aussitôt, il se rendit auprès de Potemkine, puis de Litvinov, afin d'obtenir une rétractation. Litvinov refusa net, évoquant l'absence de toute réciprocité quant aux insultes bien

plus offensantes déversées sur l'URSS par la presse française. Il télégraphia à Souritz : « J'aurais ri s'il y avait eu des rétractations à Paris. » Finalement, c'est à contrecœur qu'il exprima ses regrets personnels à Coulondre, mais refusa de les rendre publics<sup>119</sup>.

Les gouvernements français et britannique ne semblent pas avoir mesuré la profondeur de la méfiance et de l'animosité soviétiques après Munich, même si, sur le plan personnel, des personnages comme Coulondre et Vansittart en furent conscients. Les attitudes officielles des représentants franco-britanniques, tout empreintes de mépris voire de condescendance, ne furent pas d'un grand secours lorsqu'en 1939, l'amplitude de la menace nazie pénétra finalement les esprits les plus réfractaires parmi les hommes de Munich.

L'interprétation par le gouvernement britannique des retombées de Munich reflétait évidemment celle du premier ministre. Le rapport de Chilston du 18 octobre en provenance de Moscou, le même jour que celui de Coulondre, n'évoquait pas l'urgence ou le danger d'une situation qu'il ne jugeait pas exceptionnelle : le gouvernement soviétique ne dénoncerait probablement pas le pacte avec la France et ne se retirerait pas intentionnellement des affaires européennes. Ce rapport ne contenait aucun avertissement concernant un éventuel rapprochement entre les nazis et les Soviétiques. Chilston expliqua l'affaire Winterton par le besoin des Soviétiques de s'agiter « maintenant qu'il n'y a plus de danger ». Il commenta la rumeur qui courait dans la communauté diplomatique moscovite concernant l'avenir de Litvinov suite à l'échec de la sécurité collective. Litvinov « n'est pas très visible depuis son retour [de Genève] et passe peu de temps à son bureau ; je sais de source bien informée qu'il passe quotidiennement de nombreuses heures en consultations au Kremlin avec Staline et Molotov ». La curiosité de Chilston était suffisante pour qu'il se demande ce que Staline allait penser de la situation après Munich, « maintenant que les efforts de longue haleine et sans relâche de Litvinov pour réaliser sa politique de sécurité collective contre l'Allemagne semblaient, du moins pour le moment, être tombés à l'eau ». L'ambassadeur ne prévoyait pas la disparition de Litvinov : « Non seulement un changement radical d'orientation ou de politique semble plutôt improbable pour le moment, mais, dans tous les cas, Litvinov paraît irremplaçable ; il est tout à fait en mesure de se conformer à toute nou-

velle ligne de conduite décidée par le Kremlin<sup>120</sup>. Ces conclusions étaient assez différentes de celles de Coulondre.

Les hauts fonctionnaires, ministres et politiciens britanniques n'étaient pas aussi complaisants que Chilston. Tout Britannique informé savait ce que Churchill pensait. Vansittart, depuis des années, faisait de son mieux au sein du Foreign Office pour essayer d'avertir ses interlocuteurs du danger qui planait à l'horizon. L'accord de Munich l'horrifiait : « Nous sommes déjà réduits au rang de puissance de seconde zone [...]. À moins que nous n'émergions de ce statut avec une célérité quasi miraculeuse, nous prendrons bientôt nos ordres à Berlin [...]»<sup>121</sup>. » Cette observation était proche de celle de Litvinov. Vansittart confia ses états d'âme à Maiski concernant « les intrigues » françaises à Londres contre l'URSS. Maiski rapporta qu'il l'avait trouvé d'une humeur très « anti-Chamberlain », mais « prêt, comme auparavant, à se battre pour sa position ». Vansittart interrogea Maiski sur la politique soviétique à venir et fut soulagé d'entendre que le gouvernement soviétique ne tirait pas de conclusions hâtives. Vansittart « nous priait instamment de ne pas nous retirer d'Europe, car cela aurait des conséquences catastrophiques pour les affaires mondiales et pour la lutte contre les agresseurs<sup>122</sup> ».

Plusieurs ministres, Walter Elliott, Oliver Stanley et De La Warr, pressèrent Chamberlain d'accélérer le réarmement et d'améliorer les relations avec l'URSS. Il esquaiva les réponses directes à ces appels et rejeta les funestes pronostics du groupe Churchill-Vansittart<sup>123</sup>. Le gouvernement soviétique était bien informé sur la position de Chamberlain, grâce aux rapports de Maiski et à ses rencontres avec des ministres et d'autres « hommes influents ». Lord Beaverbrook, financier, magnat de la presse et futur ministre, dit à Maiski en octobre que malgré l'expérience de Munich et les critiques de l'accord, Chamberlain restait « convaincu de la possibilité “d'un règlement pacifique” en Europe avec Hitler et Mussolini, par la diplomatie et sans recourir à des mesures plus musclées ». Chamberlain était prêt à faire de généreuses concessions pour atteindre ce but, et n'envisageait aucune résistance à l'expansionnisme allemand en Europe du Sud-Est et en Turquie. Au contraire, il estimait que la création de la *Mittel Europa* amènerait Hitler en conflit avec l'URSS. Chamberlain pensait qu'il n'y avait pas de menace immédiate de guerre, et donc pas de raison de réarmer tous azimuts, bien qu'on accélérât le mouvement. Par

conséquent, un ministère de l'Approvisionnement ou des mesures de réarmement exceptionnelles étaient hors de question ; pour Chamberlain, dit Beaverbrook, c'était « *business as usual*<sup>124</sup> ».

À la fin d'octobre, en déjeunant avec le secrétaire d'État à la Guerre, Leslie Hore-Belisha, Maiski entendit des plaintes concernant les faiblesses de la Royal Air Force et l'incapacité de la production aéronautique britannique de se maintenir au niveau de l'Allemagne. Comme Beaverbrook, Hore-Belisha nota qu'il n'y avait pas de projet de création d'un ministère de l'Approvisionnement ou de mobilisation de l'industrie de temps de guerre. « Pourquoi cette lenteur dans le réarmement ? », demanda Maiski, comme s'il ne connaissait pas la réponse.

Hore-Belisha, haussant les épaules, répondit sarcastiquement que les appartements du premier ministre étaient désormais jonchés des fleurs qu'il recevait de partout de la part de ses nombreux admirateurs ; que ce dernier croyait sérieusement que Munich était une victoire et croyait en la possibilité d'une Europe pacifique par l'emploi de la manière douce avec Hitler et Mussolini.

Maiski, qui aimait à l'occasion manier les euphémismes, nota que Hore-Belisha était « sceptique » quant aux attentes du premier ministre<sup>125</sup>.

Samuel Hoare, le ministre de l'Intérieur de l'époque, confia à Maiski, quelques semaines plus tard, que le gouvernement était satisfait de la situation en Europe : la guerre avait été évitée en Tchécoslovaquie, l'Espagne n'était plus un danger, et l'expansionnisme de Hitler vers le sud-est était un « processus naturel » peu alarmant. « Par conséquent, on peut compter sur deux années de paix », suggéra Hoare. Le réarmement pouvait atteindre un niveau « acceptable » par des moyens normaux<sup>126</sup>.

« La situation internationale devient encore plus claire », écrivit Litvinov à Souritz en novembre. Pour lui, Chamberlain allait suivre le chemin qu'il s'était tracé — ou plutôt que Hitler avait tracé pour lui — jusqu'à la fin. La France allait être entraînée dans son sillage, qu'elle le veuille ou non<sup>127</sup>. Plus tard, en novembre, Payart appela Litvinov pour lui demander son avis sur la situation internationale. Ce dernier fut un peu irrité par cette ouverture. Pourquoi ne pas demander à la Grande-Bretagne et à la France ce qu'elles pensent ? répliqua Litvinov. « C'est une demande personnelle, et non pour mon gouvernement, dit Payart. Je

crois en la sécurité collective, continua-t-il, et je me demande quelles possibilités vous voyez désormais. » Les gouvernements français et britannique continueront à faire des concessions à Hitler, dit Litvinov, mais, finalement, l'opinion publique les forcera à arrêter. Alors, ils retourneront sur « le vieux chemin de la sécurité collective », car il n'y a pas d'autre façon de protéger la paix. « Évidemment, l'Angleterre et la France sortiront de cette période [d'*appeasement*] très affaiblies, mais même alors les forces potentielles de la paix surpasseront celles de l'agression. »

La question des activités du Komintern en France fut inévitablement évoquée par Payart. Celui-ci se plaignit d'un manifeste du Komintern qui appelait à renverser les gouvernements français et britannique. Il en remit un exemplaire à Litvinov. Le commissaire regarda le document et fit remarquer que le manifeste appelait à renverser « les gouvernements de traîtres ». « Je fis observer à Payart, écrit Litvinov, que si les gouvernements de Chamberlain et Daladier voulaient s'identifier à ceux qui étaient mentionnés dans le manifeste, alors ils avaient des raisons de se plaindre [...]. Évidemment, nous ne pouvons nous porter garants du Komintern, ajouta-t-il<sup>128</sup>. » Cet humour noir révélait la profondeur de l'amertume de Litvinov à propos de Munich.

Payart rédigea lui aussi un compte rendu de cette conversation, mais sans reprendre l'échange sur le Komintern. Ce texte contient des nuances intéressantes : « Litvinov m'a confirmé dans l'impression que, si l'hypothèse d'une rupture de l'URSS avec l'Europe ou celle d'une tentative soviétique de rapprochement avec l'Allemagne ne peut être écartée, *a priori* et dans tous les cas, elle ne doit pas cependant être considérée comme répondant actuellement aux intentions du gouvernement de l'URSS [...]. » Et encore : « Litvinov m'indiqua que l'URSS n'avait pas abandonné l'idée de la résistance collective à l'agresseur et continuait à en faire la base de sa politique extérieure. » Le compte rendu de Litvinov ne contient pas des déclarations aussi directes, mais on peut facilement les déduire<sup>129</sup>. Payart interprétait-il les déclarations de Litvinov afin de promouvoir la sécurité collective à Paris ? Ou bien Litvinov préféra-t-il ne pas rapporter des déclarations si directes ? Les éléments en notre possession ne permettent pas de trancher, bien que l'on puisse supposer que Payart ne désirait pas irriter le Quai d'Orsay avec le cynisme de Litvinov, pas plus

que ce dernier ne voulait que les Britanniques et les Français prennent pour acquis quoi que ce soit à propos de la politique soviétique. Ce que l'on peut dire des suites de la crise de Munich, c'est qu'il y avait deux visions de la situation européenne et deux choix de politiques pour la traiter. L'avenir dirait quelle vision et quelle politique allaient prévaloir.